
IV. RESSOURCES ADDITIONNELLES



Considérations juridiques

Fiches d'information sur les communautés *

- A. Autochtones
- B. Minorités raciales ethno-culturelles francophones
- C. Communauté à faible revenu
- D. L'alphabétisation
- E. Personnes handicapées
- F. Aînés
- G. Orientation sexuelle et identité sexuelle
- H. Jeunes
- I. Les francophones

Glossaire

Bibliographie

*Dans la mesure du possible, les fiches d'information sur les communautés ont été adaptées pour représenter les faits touchant les francophones de ces communautés particulières. Quant au répertoire des organismes, nous avons ajouté les organismes francophones là où il y a lieu, et nous avons gardé l'information sur certains organismes anglophones qui travaillent eux aussi dans le domaine. Si certains organismes n'ont pas été mentionnés, c'est par faute d'espace. Nous nous excusons envers ces derniers.

Considérations juridiques

Suivant l'évolution démographique et la sensibilisation aux questions liées aux droits de la personne, les gouvernements fédéral et provinciaux ont établi trois politiques législatives qui sont importantes car elles reconnaissent que l'égalité et la diversité constituent des caractéristiques fondamentales de la société canadienne. Celles-ci sont : la Charte canadienne des droits et libertés, le Code des droits de la personne de l'Ontario, et la Loi canadienne sur les droits de la personne. De plus, depuis 1986, la Loi sur les services en français de l'Ontario garantit au public le droit de recevoir des services en français par le gouvernement provincial, et ce, dans 24 régions désignées.

Cependant, même si la loi est un outil important qui protège les droits de la personne et des groupes (et les défend, s'il y a lieu), elle n'a pas le pouvoir d'éduquer les gens sur les questions en matière de diversité, d'égalité et d'inclusion, ou d'apporter des changements au sein des organisations communautaires.

« Sachez que la loi n'est pas comme l'éducation et qu'elle change rarement l'attitude et les croyances des gens. Chacun doit agir comme 'ambassadeur' de ces questions par l'éducation. »

– Gerald Parker, Beyond Ability International

Charte canadienne des droits et libertés (1982)

La Charte canadienne des droits et libertés « garantit les droits et libertés qui y sont énoncés. Ils ne peuvent être restreints que par une règle de droit, dans des limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique ».³⁰ Elle stipule que sont assurés les droits en matière d'équité, la protection contre la discrimination et la participation de chaque personne au Canada, sur un pied d'égalité avec toute autre personne, quel que soit la race, la religion, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, le sexe, l'âge et les capacités physiques et intellectuelles. La Loi s'applique aux Langues officielles du Canada et aux droits à l'instruction aux droits dans la langue de la minorité. Le site Web

³⁰ Loi constitutionnelle de 1982 (79), annexe B, partie I, Garantie des droits et libertés.

suivant du gouvernement fédéral contient des renseignements détaillés sur la loi dans tous ses aspects : <http://lois.justice.gc.ca/fr/charter>

Code des droits de la personne de l'Ontario (1962) et Loi canadienne sur les droits de la personne (1981)

« Le droit de tous les individus, dans la mesure compatible avec leurs devoirs et obligations au sein de la société, à l'égalité des chances d'épanouissement et à la prise de mesures visant à la satisfaction de leurs besoins. »

– Article 2 de la Loi canadienne sur les droits de la personne

La Loi sur les droits de la personne existe pour mettre fin au harcèlement et à la discrimination. En Ontario, les gens sont protégés en vertu du Code des droits de la personne de l'Ontario et de la Loi canadienne sur les droits de la personne. Le Code des droits de la personne de l'Ontario et la Loi canadienne des droits de la personne reconnaissent la dignité et la valeur de toute personne et le besoin d'assurer à tous les mêmes droits et les mêmes chances, sans discrimination. Ces dispositions visent à favoriser un « climat de compréhension et de respect mutuel » pour que chaque personne ait le sentiment d'appartenance à la communauté et soit en mesure de contribuer à son développement et à son bien-être.

Commission ontarienne des droits de la personne

180, rue Dundas Ouest, 8e étage, Toronto, Ontario M7A 2R9

Bureau du siège social : (416) 314-4500
Demandes sur les droits de la personne : (416) 326-9511

Sans frais : 1 (800) 387-9080
Courriel : info@ohrc.on.ca.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les droits de la personne, sur les types de discrimination, pour obtenir une copie du Code ou pour déposer une plainte, utilisez les coordonnées ci-haut. Le site Web suivant contient une mine de renseignements, y compris des nouvelles sur les cas récents : <http://www.ohrc.on.ca/french/>

Commission canadienne des droits de la personne

344, rue Slater, 8e étage, Ottawa, Ontario K1A 1E1

Téléphone : (613) 995-1151, Sans frais : 1 (888) 214-1090

Courriel : info.com@chrc-ccdp.ca.

Pour obtenir une copie de la Loi ou pour déterminer où se situe votre bureau régional, utilisez les coordonnées ci-haut ou consultez le site Web suivant : http://www.chrc-ccdp.ca/legislation_policies/human_rights_act-fr.asp

Le Code et la Loi visent à garantir l'égalité dans la prestation de biens, de services et d'installations, ainsi qu'à prévenir les activités haineuses fondées sur l'occupation de locaux (loués ou possédés), les contrats (oraux ou par écrit), l'emploi ainsi que l'adhésion à des associations et à des syndicats professionnels ou commerciaux. Ils visent aussi à protéger les membres des groupes contre la « discrimination qui se manifeste par des exigences, des qualifications ou des facteurs qui peuvent sembler neutres », mais qui mettent les groupes en situation de désavantage.

Pour les gouvernements fédéral, municipaux et provinciaux, ainsi que d'autres grandes organisations qui fournissent des services, il existe des politiques et des cadres juridiques qui imposent d'autres exigences. Les ministères et les organismes du gouvernement fédéral, par exemple, qui comptent plus d'une centaine d'employés doivent adhérer à la législation sur l'équité en emploi.

Les organismes comme la Commission ontarienne des droits de la personne (CODP) et la Commission canadienne des droits de la personne (CCDP) sont responsables d'appliquer la loi, d'enquêter sur les plaintes et de traiter des incidents de haine. Les commissions adoptent aussi une approche proactive à l'éducation du public sur les droits de la personne et ont développé de nombreuses relations avec un éventail d'organisations communautaires et de

groupes de défense des droits de la personne.

La Loi sur les services en français de l'Ontario

La Loi de 1986 sur les services en français garantit au public le droit de recevoir des services en français par le gouvernement ontarien dans 24 régions désignées de la province (voir liste en annexe). Cette garantie de services s'applique aux bureaux des ministères, aux organismes bénéficiaires de paiements de transfert, ainsi qu'aux conseils et aux commissions situés dans les régions désignées par la Loi.

Le droit aux services en français défini dans la Loi est entré en vigueur le 19 novembre 1989. En vertu du paragraphe 5 (1) de la Loi : Chacun a droit à l'emploi du français, conformément à la présente loi, pour communiquer avec le siège ou l'administration centrale d'un organisme gouvernemental ou d'une institution de la Législature et pour en recevoir les services. Chacun jouit du même droit à l'égard de tout autre bureau de l'organisme ou de l'institution qui se trouve dans une région désignée à l'annexe ou qui sert une telle région.

La ministre déléguée aux Affaires francophones applique et administre la Loi avec l'assistance de l'Office des affaires francophones, un organisme central du gouvernement.

Pour plus de renseignements, consultez le site Web de l'Office des affaires francophones au <http://www.ofa.gov.on.ca/francais/>.

Fiches d'information sur les communautés

La présente section contient des renseignements sur les organismes et les sites Web, ainsi que des ressources qui peuvent aider votre organisme à rejoindre les communautés et les groupes particuliers et à apprendre à les connaître davantage. Elle ne sert pas à donner une liste de tous les organismes, mais à offrir un point de départ pour vos travaux. Pour chaque catégorie, la plupart des organismes représentés sont des organismes provinciaux et nationaux. Quelques organismes locaux ont été répertoriés afin d'illustrer la vaste ampleur du travail qui se fait sur le plan local dans certaines communautés.

A. Autochtones

Renseignements généraux

Avant l'arrivée des Européens au Canada, nombre de sociétés distinctes y ont vécu pendant des milliers d'années (sur ce qu'on nomme aujourd'hui Turtle Island). Les Autochtones d'aujourd'hui regroupent les Inuit, les Métis et les Premières nations. Il est important de reconnaître qu'il existe d'autres groupes distincts au sein de ces catégories et que chaque groupe possède un historique, une culture et des objectifs politiques particuliers. Les Premières nations, par exemple, comptent 633 bandes qui représentent 52 nations ou groupes culturels et plus de 50 langues. En général, les membres préfèrent qu'on les appelle par le nom de la nation à laquelle ils appartiennent (par exemple, les Ojibway, les Cri, les Mohawk et les Déné). Selon les croyances traditionnelles de ce peuple, la Terre fait partie intégrante du bien-être économique,

social et spirituel des collectivités. Cette optique se fonde sur les cultures et les valeurs du peuple. Nombre des questions soulevées aujourd'hui relativement aux droits, à l'autonomie gouvernementale, à la souveraineté, aux traités et aux réclamations territoriales se fondent sur cet optique et sont issues de disparités dans la compréhension et l'interprétation des ententes signées dès l'arrivée des premiers Européens ou après cette date.³¹

Les membres des Premières nations ne se désignent pas tous comme Indiens, selon qu'ils sont inscrits ou non inscrits (tel qu'il est défini par la Loi sur les Indiens) et qu'ils sont membres ou non d'une bande indienne ou d'une Première nation.

³¹ Assemblée des Premières nations, 2001, Internet : <http://www.afn.ca>.

Organismes, sites Web et autres ressources

Ontario Federation of Indian Friendship Centres (OFIFC)

L'OFIFC est une organisation autochtone provinciale qui défend les intérêts collectifs de 27 centres d'amitié membres à l'échelle de la province. L'OFIFC administre des programmes qui sont offerts par les centres d'amitié dans des domaines comme la santé, la justice, le soutien familial, l'emploi et la formation. Les centres d'amitié s'occupent aussi de lancer des initiatives locales qui favorisent l'éducation, le développement économique, la justice, les projets axés sur les enfants et les jeunes, ainsi que la sensibilisation aux réalités culturelles. Les centres se situent dans des villes et des villages partout dans la province. Le répertoire des centres est disponible sur le site Web de la Fédération.

Coordonnées :

Si vous avez des questions d'ordre général, composez le (416) 956-7575.

Courriel : ofifc@ofifc.org

<http://www.ofifc.org>

Disponible en anglais seulement

Nation Anishinabek Nation–Union of Ontario Indians (UOI)

La Union of Ontario Indians est la plus ancienne

organisation politique en Ontario. Elle défend les intérêts politiques de 43 Premières nations membres du centre-sud, de l'est et du nord de l'Ontario (allant du Lac Nipigon et de la côte nord du Lac Supérieur, jusqu'à Sarnia, au sud du Lac Huron et à l'est d'Ottawa). La nation représente les tribus autochtones Odawa, Ojibway, Pottawatomi, Delaware, Chippewa et Algonquin et Mississauga, soit 30 % de la population des Premières nations en Ontario. Vous pouvez obtenir une copie de la Loi sur les Indiens et une copie de divers traités sur le site Web de la nation Anishinabek.

Coordonnées :

Union of Ontario Indians

Première nation de Nippissing

C.P. 711, North Bay (Ontario) P1B 8J8

Tél. : (705) 497-9127

<http://www.anishinabek.ca>

Disponible en anglais seulement

Ontario Métis Aboriginal Association (OMAA)

L'OMAA représente 250 000 Autochtones et Métis qui vivent hors réserve en Ontario. Sa mission consiste à viser le bien-être politique, social et économique des Métis, ainsi que des Autochtones non inscrits et vivant hors réserve

en Ontario par le traitement des préoccupations communes et la mise en œuvre d'initiatives de services essentiels conçus pour améliorer la qualité de vie des membres. Une vue d'ensemble de l'historique des Inuit, des Métis et des Premières nations se trouve sur le site Web de l'Association.

Coordonnées :

Ontario Métis Aboriginal Association
452, rue Albert, 2e étage
Sault Ste. Marie (Ontario) P6A 2J8
Tél. : (705) 946-5900
<http://www.oma.org>

Disponible en anglais seulement

Congrès des peuples autochtones (CAP)

Le Congrès des peuples autochtones représente les Autochtones hors réserve et les Métis qui vivent dans les régions urbaines, rurales et isolées partout au Canada. Il possède de l'information exhaustive sur les Métis et les Autochtones, ainsi que des cartes géographiques détaillées qui illustrent la répartition des Autochtones au Canada. Le site Web du Congrès offre beaucoup d'information et d'hyperliens axés sur la spiritualité, les jeunes, les femmes, de même que les questions juridiques et internationales pertinentes, des sources médiatiques, des livres et des revues relatives

aux Autochtones et émis par des Autochtones, ainsi qu'une liste d'entreprises dirigées par des Autochtones.

Coordonnées :

Congrès des peuples autochtones
867, boul. St-Laurent
Ottawa (Ontario) K1K 3B1
Tél. : (613) 747-6022
Courriel : info@abo-peoples.org
Site Web : <http://www.abo-peoples.org>

Assemblée des Premières nations

L'Assemblée des Premières nations (APN) est un organisme national qui représente les intérêts des Premières nations du Canada. L'Assemblée fait office de réseau d'échange de renseignements, de communication et de développement d'une position commune pour aborder les questions de politiques et les politiques gouvernementales. L'APN relève des chefs en assemblée. Vous pouvez obtenir des renseignements sur les questions suivantes : éducation, développement économique, santé, environnement, justice, langue, écoles résidentielles, lois fédérales en vigueur, traités et territoires.

Coordonnées :

Assemblée des Premières nations

1, rue Nicholas, bureau 1002

Ottawa (Ontario) K1N 7B7

Tél. : (613) 241-6789

<http://www.afn.ca>

Coordonnées :

Affaires indiennes et du Nord Canada

Terrasses de la Chaudière

10, rue Wellington

Tour Nord, Ottawa, Ontario K1A 0H4

Tél. : 1 800 567-9604

http://www.inac.gc.ca/index_f.html

**Affaires indiennes et du Nord Canada
(AINC)**

En général, AINC s'occupe des obligations relatives à la constitution et aux traités, ainsi que des responsabilités politiques et juridiques liées aux Premières nations, aux Inuit et aux habitants du Nord. Le site Web d'AINC contient des renseignements sur l'histoire, l'art et la culture des Autochtones, les événements de la Journée nationale des Autochtones, les articles sur l'autonomie gouvernementale, le Plan d'action du Canada pour les questions autochtones et d'autres questions connexes.

Le rôle d'AINC est devenu un d'apporter des changements et de réunir les partenaires et les intérêts nécessaires pour mettre en œuvre

Rassembler nos forces : Le plan d'action du Canada pour les questions autochtones : http://www.ainc-inac.gc.ca/gs/pdf/progr1_f.pdf.



B. Minorités raciales et ethno-culturelles francophones

Renseignements généraux

- L'Ontario est une province très diversifiée sur les plans racial et ethno-culturel. En 2001, 19% de la population ontarienne étaient membre d'une minorité visible ; 26,8% sont nés à l'étranger. (Statistique Canada, Recensement 2001).
- Les minorités raciales et ethno-culturelles représentent 10,7% de la population francophone de la province (selon la variable première langue officielle parlée), avec la plus grande proportion se trouvant dans le Centre de la province (21,2% de la population francophone totale). En effet, les minorités raciales et ethno-culturelles francophones sont concentrées dans les régions de Toronto et d'Ottawa (Statistique Canada, Recensement 2001 et Office des affaires francophones, Les minorités raciales francophones en Ontario, Profil statistique, 2005).
- Une grande proportion de francophones issus d'une minorité raciale est née à l'extérieur du Canada (74,3%). Parmi ces derniers, 31,5% sont nés en Afrique, 30,5% en Asie et 18% au Moyen-Orient (Office des affaires francophones, Les minorités raciales francophones en Ontario, Profil statistique, 2005).
- On trouve une grande diversité de langues parlées en Ontario. En effet, 24,8% de la population ontarienne indique une langue autre que le français ou l'anglais comme langue maternelle (Statistique Canada, Recensement 2001).
- Le taux de chômage pour les francophones appartenant à une minorité raciale en Ontario est beaucoup plus élevé que le taux de chômage des francophones (11,2% comparativement à 6,1%) (Office des affaires francophones, Les minorités raciales francophones en Ontario, Profil statistique, 2005).



Organizations, sites Web et autres ressources

Cette section nomme quelques organismes locaux ainsi que provinciaux. Ceux-ci ont été sélectionnés pour citer quelques exemples seulement. Une liste exhaustive des organismes locaux est disponible au site de l'Office des affaires francophones (voir ci-bas).

L'Union provinciale des minorités raciales et ethnoculturelles francophones (UP MREF)

L'Union provinciale des minorités raciales et ethno-culturelles francophones (UP MREF) a tenu sa première assemblée générale annuelle en octobre 2005. L'UP MREF est un organisme à but non-lucratif appelé à agir à titre d'organisme qui rassemble, concerte et représente la communauté des minorités raciales et ethnoculturelles francophones (MREF) de l'Ontario. Pour ce faire, elle assure la concertation et la représentation des MREF; fait la promotion de l'identité francophone et des cultures des MREF; facilite la prise en charge et le développement de la communauté MREF; fait la promotion et la défense des droits collectifs; etc. Pour de plus amples renseignements, veuillez vous communiquer avec le Président de l'UP MREF, le Maître Séverin Ndéma-Moussa, au 613-736-4018, ou avec Vitia Buaba, Secrétaire adjoint de l'UP MREF, au courriel suivant : vitiabuaba@yahoo.fr

Le Conseil économique social d'Ottawa Carleton (CÉSOC)

Le CÉSOC a pour mission d'appuyer le développement économique et socio-communautaire des membres de la communauté noire minorité raciale et ethnoculturelle francophone, par la création d'outils, la promotion des droits, et la prestation de services. L'objectif principal du CÉSOC est de favoriser l'intégration économique et sociale des nouveaux arrivants et des néo-canadiens dans la région d'Ottawa.

L'accomplissement de la mission du CÉSOC est matérialisé par les services suivants :

Emploi-CÉSOC : service de placement en emploi.

La Boussole : service d'établissement et d'intégration pour nouveaux arrivants francophones.

Le changement institutionnel : assurer une meilleure représentativité de la communauté noire, de la minorité raciale et ethnoculturelle au sein des institutions.

La promotion et la défense des droits : permettre l'intégration des immigrants de langue française à la communauté francophone du Canada.

En 2005, le CÉSOC et l'Art du développement ont publié *Se trouver un emploi en Ontario : guide pratique à l'usage des nouveaux arrivants francophones*. Le guide est disponible sur le site web du CÉSOC (voir ci-bas).

Coordonnées :

Conseil économique et social
d'Ottawa-Carleton (CESOC)
166—2660 Southvale Crescent
Ottawa, Ontario K1B 4W5
Tél: (613) 248-1343
Télé: (613) 248-1506
Courriel : dgcesoc@rogers.com
Site Web : www.cesoc.ca

Le Centre des jeunes francophones

La mission du Centre des jeunes francophones est d'accroître la capacité des jeunes francophones des communautés culturelles à faire face à toutes formes d'obstacles et d'exclusion sociale et de favoriser leur développement personnel et professionnel afin d'améliorer leur condition de vie. Le Centre des jeunes francophones a été créé pour répondre aux besoins de jeunes francophones des communautés culturelles, nouvellement arrivés, immigrants, réfugiés, qui résident, étudient ou sont sans-abri dans la région du Grand Toronto. Le Centre des jeunes francophones utilise une approche culturellement appropriée dans la livraison de services et programmes ; et offre à sa clientèle des opportunités uniques

d'apprendre de nouvelles habiletés, aptitudes et compétences.

Les secteurs d'activités du centre sont entre autres : la promotion et l'intégration économique, la recherche-action, la formation, la santé (lutte contre le VIH), l'inclusion et l'exclusion, etc.

Coordonnées :

22, rue College, bureau 202
Toronto, ON M5G 1K2
Chair : Léonie Tchatat
Tél : 416-934-0588
Télé : 416-934-0590
Courriel : leonie@centredesjeunes.org
Site Web : www.centredesjeunes.org

Le Contact Interculturel francophone de Sudbury (CIFS)

Le CIFS est un organisme francophone qui favorise l'accueil, les rencontres et les échanges entre les différentes communautés culturelles francophones de la région de Sudbury et avec celles et ceux qui partagent les valeurs francophones. Il met en place des structures d'accueil pour les nouveaux arrivants francophones qui s'installent dans la région. Il renforce l'éducation interculturelle dans les communautés francophones traditionnelles, et favorise l'accès pour les membres des différentes cultures francophones aux différents services communautaires existants. Il assure aussi une meilleure représentativité des minorités

culturelles dans les organismes et entreprises locaux.

Coordonnées :

40, rue Elm, bureau 219B

Sudbury, ON P3C 1S8

Tél : 705-670-8105

Télec : 705-670-8678

Courriel : cifs@bellnet.ca

Site Web : www.cifs.ca

L'Office des affaires francophones (OAF)

En 2004, l'Office des affaires francophones a retenu les services d'un consultant pour faire un premier inventaire des organismes issus des communautés composées de personnes immigrantes et réfugiées de langue française en Ontario. Cet inventaire est une ressource importante qui permet d'avoir un aperçu de l'ampleur du secteur dans la province.

L'inventaire est disponible au site web de l'OAF : <http://www.ofa.gov.on.ca/francais/pub-orgsminorite.html>

Coordonnées :

Office des affaires francophones

<http://www.ofa.gov.on.ca/francais/>

Skills for Change

L'organisation Skills for Change offre des programmes et des services aux immigrants afin de les aider à intégrer le marché du travail canadien. Les programmes de mentorat et les programmes axés sur des secteurs particuliers permettent aux nouveaux venus d'acquérir de l'expérience dans leur domaine au Canada afin d'accroître leurs possibilités de trouver un emploi. L'organisation a créé un réseau de plus de 700 employeurs axés sur les soins de santé, la vente au détail, les finances, la technologie de l'information, la fabrication, ainsi que les services sociaux et gouvernementaux. Les employeurs ont démontré leur confiance en les services de jumelage d'emplois et de référence de l'organisation en embauchant des clients. Le site Web de Skills for Change propose une trousse pratique aux agences de l'Ontario qui souhaitent organiser des ateliers et des séances d'information pour les particuliers qui ont reçu leur formation à l'étranger. De plus, les New Pioneers Awards reconnaissent les contributions des immigrants et des réfugiés dans leur communauté et ailleurs.

Coordonnées :

Skills for Change

791, avenue St. Clair Ouest

Toronto (Ontario) M6C 1B8

Tél. : (416) 658-3101

Courriel : sfc@skillsforchange.org

<http://www.skillsforchange.org/>

Ontario Council of Agencies Serving Immigrants (OCASI)

Les initiatives de sensibilisation du public de l'OCASI, par exemple, les conférences, les groupes de discussion, les présentations et les forums, traitent les problèmes actuels aux ordres de gouvernements fédéral et provinciaux. Elles sont destinées au gouvernement, aux médias, de même qu'aux organisations qui sont membres et non membres, et elles donnent à l'OCASI l'occasion de créer des coalitions avec des organisations non gouvernementales, des universités, les organisations patronales et syndicales et d'autres institutions axées sur des questions particulières. Les programmes ont attiré l'attention du public aux questions comme l'incidence du VIH et du SIDA sur les communautés d'immigrants et les différences socio-économiques qui existent entre les nouveaux venus et les communautés de personnes nées au Canada. Par ailleurs, l'OCASI offre des activités de formation et de perfectionnement professionnel axés sur les besoins des employés, des membres de conseil et des bénévoles des organisations membres et d'autres organisations venant en aide aux immigrants. Le site Web de l'organisation contient des renseignements sur ses initiatives et ses projets de recherche.

Coordonnées :

Ontario Council of Agencies
Serving Immigrants
110, avenue Eglinton Ouest, bureau 200
Toronto (Ontario) M4R 1A3
Tél. : (416) 322-4950
Courriel : generalmail@ocasi.org
<http://www.ocasi.org/index.asp>
Disponible en anglais seulement

Fondation canadienne des relations raciales (FCRR)

La Fondation canadienne des relations raciales joue le rôle d'organisation de ressources qui favorise l'égalité, la justesse et la justice sociale, fournissant des capacités de leadership par l'intermédiaire d'un cadre national de lutte contre le racisme. La FCRR vise à développer une vision critique du racisme et de la discrimination raciale au Canada, à exposer les causes et les manifestations du racisme, à informer le public qui a du mal à comprendre les groupes qui sont aux prises avec le racisme et la discrimination raciale, notamment les Autochtones et les minorités raciales, ainsi qu'à souligner leurs contributions. La FCRR met un éventail de renseignements à la disposition du public comme des fiches de renseignements, des rapports de recherche et d'autres publications.

Coordonnées :

Fondation canadienne des relations raciales
4576, rue Yonge, bureau 701
Toronto (Ontario) M2N 6N4
Tél. : (416) 952-3500
Sans frais : 1 888 240-4936
Courriel : info@crr.ca
<http://www.crr.ca/rt>

**Programme de multiculturalisme de
Patrimoine Canadien**

Le Programme de multiculturalisme du ministère de Patrimoine canadien porte sur les questions suivantes : 1) appuyer les communautés afin de déterminer ce qui empêche leurs membres d'être des participants actifs de la société, et les aider à trouver des solutions basées sur les forces des communautés; 2) aider les institutions publiques à devenir plus ouvertes, accessibles, inclusives et réactives aux nombreuses communautés; 3) encourager les gens à développer une meilleure compréhension de la diversité et à prendre des mesures relatives aux questions pertinentes; 4) aider à créer des projets de recherche sur les questions liées à la culture, à l'ethnicité, à la religion et à la diversité raciale au Canada. Leurs bureaux et leur site Web fournissent aussi des renseignements sur la diversité et le multiculturalisme (portant sur des sujets comme les droits de la personne et la lutte contre le racisme) et les célébrations de la Journée canadienne du multiculturalisme. Le

Répertoire ministériel en ligne donne aussi des liens sur nombre de questions connexes et des publications récentes.

Coordonnées :

Patrimoine canadien, Bureau principal
150, rue John, bureau 400
Toronto (Ontario) M5V 3T6
Tél. : (416) 973-5400
Courriel : pch-ontario@pch.gc.ca
<http://www.canadianheritage.gc.ca/>

Citoyenneté et Immigration Canada (CIC)

Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) a été créé pour regrouper les services d'immigration et de citoyenneté dans le but de promouvoir les idées particulières, mais communes des Canadiens et de renforcer les assises du pays. Le ministère accueille des immigrants, des étudiants étrangers, des visiteurs et des travailleurs temporaires qui contribuent à la croissance sociale et économique du Canada; réinstalle les réfugiés, les protège et leur offre un asile; aide les nouveaux venus à s'adapter à la société canadienne et à obtenir la citoyenneté canadienne; gère l'accès au Canada de manière à protéger la sécurité et la santé des Canadiennes et des Canadiens, de même que l'intégrité des lois canadiennes. CIC fournit, par l'intermédiaire du site Web *Établissement.org* et du projet de *Profils culturels*, des renseignements utiles sur les pays

et les cultures du monde (<http://www.cp-pc.ca/french/index.html>), ainsi que la vaste gamme de services qui sont disponibles pour les nouveaux venus (<http://www.etablissement.org>). Ils offrent aussi des renseignements utiles sur le rôle que les Canadiens et leur communauté peuvent jouer afin d'aider les immigrants et les réfugiés à s'adapter à la vie au Canada. Visitez le site Web du Ministère à l'adresse électronique suivante : <http://www.cic.gc.ca/english/newcomer/involve/index.html>.

Coordonnées :

Citoyenneté et Immigration Canada
 Direction générale des communications
 Ottawa (Ontario) K1A 1L1
 Tél. : 1 (888) 242-2100
<http://www.cp-pc.ca/french/index.html>
<http://www.etablissement.org>
<http://www.cic.gc.ca/francais/vivre/participation/index.html>
<http://www.cic.gc.ca/>

Projet Métropolis

Le projet Métropolis est un forum international de recherche comparative et de développement des politiques gouvernementales sur la migration de la population, la diversité culturelle et les problèmes liées à l'intégration des immigrants dans les villes au Canada et dans le monde. Le projet Métropolis se fonde sur la création de partenariats entre tous les ordres de gouvernement, les chercheurs et les

organisations communautaires dans cinq centres d'excellence de partout au pays (par exemple, le Joint Centre of Excellence for Research on Immigration and Settlement (CERIS) à Toronto). Il offre l'une des sources de recherche les plus élargies et courantes sur des sujets comme la diversité, la culture, la migration et l'immigration. Il est excellent pour trouver des renseignements sur les tendances et les statistiques qui changent régulièrement.

Coordonnées :

Projet Métropolis
 a/s Citoyenneté et Immigration Canada
 219, avenue Laurier Ouest
 Ottawa (Ontario) K1A 1L1
 Tél. : (613) 957-5983
 Courriel : canada@metropolis.net
<http://canada.metropolis.net/>

Le Ministère des Affaires civiques et de l'Immigration de l'Ontario

Le Ministère des Affaires civiques et de l'Immigration de l'Ontario s'emploie à promouvoir la pleine participation de toutes les personnes qui résident en Ontario, de sorte qu'elles puissent profiter de la richesse et des bienfaits de la vie dans la province tout en participant à la vie de leur collectivité. Au moyen du *Programme d'aide à l'établissement des nouveaux arrivants*, le ministère appuie les organismes communautaires qui offrent

des services d'aide à l'établissement et d'orientation, des ateliers sur la recherche d'emploi et d'autres services directs d'aide à l'établissements à plus de 100 000 nouveaux arrivants qui s'installent dans les collectivités des quatre coins de l'Ontario chaque année. Le ministère coordonne également l'élaboration de stratégies provinciales qui visent à atteindre les objectifs de l'Ontario en matière d'immigration et d'établissement.

Coordonnées :

Ministère des Affaires civiques et de l'Immigration

6e étage, 400 avenue University

Toronto, Ontario, M7A 2R9

Sans frais : 1 800 267-7329;

Toronto : 416 327-2422

ATME : 416 326-0148;

ATME sans frais : 1 888 335-6611

<http://www.citizenship.gov.on.ca/french/citdiv/immigrat/index.html>



C. Communauté à faible revenu

Renseignements généraux

On définit les familles qui dépensent plus de 70 % de leur revenu pour subvenir à leurs besoins fondamentaux (par exemple, la nourriture, le logement et les vêtements) comme familles à faible revenu. Une famille à revenu moyen, par contre, dépense environ 50 % de son revenu sur la nourriture, le logement et les vêtements.³²

L'augmentation de l'écart du revenu entre les familles ayant un revenu élevé et un revenu faible dans les régions métropolitaines reflète la hausse de l'écart du revenu entre les quartiers à faible revenu et à revenu plus élevé. À Toronto, par exemple, en l'an 2000, une famille à revenu moyen vivant dans un quartier faisant partie du 10 % des quartiers les plus pauvres gagnait 32 900 \$ par an, alors que dans le 10 % des quartiers les plus riches, elle gagnait 92 900 \$. Pour déterminer ce que représente un revenu faible dans les secteurs métropolitains du recensement, consultez le site Web à l'adresse électronique suivante : http://www40.statcan.ca/102/cst01/famil60g_f.htm et pour obtenir des statistiques sur les provinces, consultez le site Web suivant : http://www40.statcan.ca/102/cst01/famil60b_f.htm.

D'après le Rapport 2003 sur la pauvreté des enfants au Canada, un enfant sur six vit dans la pauvreté.³³ De plus, un rapport de Statistique Canada émis en avril 2004 révèle une tendance selon laquelle trois groupes ont un faible revenu qui est encore inférieur à l'ensemble de la population d'une région métropolitaine donnée. Il s'agit des nouveaux immigrants (ceux qui sont arrivés au cours de la décennie avant le recensement), des Autochtones et des membres de familles à parent unique.³⁴

Le taux de chômage pour les francophones issues de minorités raciales en Ontario est beaucoup plus élevé que le taux de chômage des francophones dans la province (11,2% comparativement à 6,1%) (Office des affaires francophones, Les minorités raciales francophones en Ontario, Profil statistique, 2005).

³² Statistique Canada, 2004, Internet : http://www40.statcan.ca/102/cst01/deffamil60a_f.htm

³³ Campagne de l'an 2000, 2004, Internet : <http://www.campaign2000.ca/fr/index.html>

³⁴ Statistique Canada, 2004, Internet : <http://www.statcan.ca/Daily/Francais/040407/q040407a.htm>

Organisations, sites Web et autres ressources

Développement et Paix

Développement et Paix est l'organisme officiel de développement international de l'Église catholique au Canada. Cet organisme a pour but de combattre la pauvreté dans les pays du Sud et de promouvoir une plus grande justice au plan international. Les objectifs consistent à appuyer les actions des peuples du Sud pour qu'ils puissent prendre leur destin en mains et à sensibiliser les Canadiens et Canadiennes sur les questions liées au déséquilibre nord-sud. Depuis 39 ans, Développement et Paix a soutenu, dans 70 pays, 14 300 initiatives locales dans des domaines comme l'agriculture, l'éducation, l'action communautaire, la consolidation de la paix et la défense des droits humains, ainsi que des secours d'urgence.

Coordonnées :

Bureau Central, Toronto
10, rue St. Mary, bureau 420
Toronto (Ontario), M4Y 1P9
Téléphone: (416) 922-1592
Numéro sans frais: 1 800 494-1401
(Canada seulement)
Courrier électronique: ccodp@devp.org
<http://www.devp.org/devpme/main-fr.html>

Organisation nationale anti-pauvreté (ONAP)

L'Organisation nationale anti-pauvreté (ONAP) vise à s'assurer que les préoccupations des personnes à faible revenu au Canada sont entendues et respectées. Le mandat de l'ONAP consiste à donner une voix aux pauvres sur un vaste éventail de questions d'envergure nationale qui exercent une incidence injuste sur les communautés à faible revenu. L'Organisation possède un vaste éventail de renseignements sur les questions qui concernent divers groupes vivant dans la pauvreté (par exemple, les sans-abri, les femmes et les enfants).

Coordonnées :

Organisation nationale anti-pauvreté
2212, croissant Gladwin, unité C7
Ottawa (Ontario) K1B 5N1
Tél. : (613) 789-0096
Sans frais : 1 800 810-1076
Courriel : napo@napo-onap.ca
<http://www.napo-onap.ca>

Campagne 2000

La Campagne 2000 a été mise sur pied comme mouvement pancanadien d'éducation du public sur la pauvreté infantile et comme mesure de soutien pour mettre fin à la pauvreté des enfants au Canada. Aujourd'hui, elle représente un réseau dynamique de plus de 85 organisations nationales, provinciales,

régionales et communautaires qui, suivant différentes perspectives, viennent en aide aux enfants et aux familles. La Campagne vise à accroître la sensibilisation aux niveaux de pauvreté et aux conséquences de la pauvreté infantile et familiale par la publication d'études sur les indicateurs de la pauvreté infantile et le développement de ressources sur l'éducation du public. En particulier, dans le cadre de la Campagne annuelle, on publie le *Rapport sur la pauvreté des enfants au Canada*.

Coordonnées :

Campagne 2000

a/s Family Service Association of Toronto

355, rue Church, Toronto (Ontario) M5B 1Z8

Tél. : (416) 595-9230 poste 244

<http://www.campaign2000.ca/fr/index.html>

Ressources humaines et Développement social Canada (RHDSC)

RHDSC offre des services sur la gestion des ressources humaines et la gestion du travail aux particuliers, aux entreprises et aux organisations. Les organisations communautaires peuvent obtenir des renseignements et trouver des ressources sur les nombreux programmes de RHDSC comme l'emploi, le partenariat et le financement, ainsi que des renseignements liés au travail et au milieu du travail comme l'emploi pour les jeunes, les aînés et les nouveaux venus, entre autres, (<http://www.rhdcc.gc.ca/fr/>

[passrelles/organismes/menu.shtml](http://www.rhdcc.gc.ca/fr/passrelles/organismes/menu.shtml)).

Le site Web du Ministère peut aussi aider les organisations à concevoir et à mettre en œuvre des programmes et des politiques d'appui et obtenir des renseignements courants sur un éventail de questions liées à l'emploi et au revenu telles que les salaires équitables, les études et la formation en matière de travail et l'équité en milieu de travail. Le site Web de RHDSC donne accès à *L'Initiative nationale pour les sans-abri : une histoire de collaboration*. L'INSA aide les gouvernements et les organisations communautaires à travailler de concert pour atténuer l'itinérance. En encourageant la coopération novatrice et progressive, cette approche favorise des solutions locales à long terme pour contrer l'itinérance : http://www21.hrdc-drhc.gc.ca/home/index_f.asp.

Centre for Social Justice

Le Centre for Social Justice mène des initiatives de recherche, d'éducation et de défense des droits afin de réduire l'écart de revenu, de richesse et de pouvoir, ainsi que de favoriser la paix et la sécurité de la personne. Il rassemble des gens d'universités, de syndicats, de groupes de croyances et d'organisations communautaires afin d'accroître l'égalité et la démocratie. Même si son bureau central se

situé en Ontario, il applique ses projets partout au Canada et dans le monde. Le Centre donne une optique non partisane des questions des questions politiques, sociales et économiques, et émet des produits de communication visant à éduquer les Canadiens au sujet des politiques gouvernementales. Le site Web contient une grande liste de fiches de renseignements sur l'écart croissant entre les riches et les pauvres : <http://www.socialjustice.org/factsheets.php>

Coordonnées :

Centre for Social Justice

489, rue College, bureau 303

Toronto (Ontario) M6G 1A5

Tél. : (416) 927-0777

Sans frais : 1 (888) 803-8881

Courriel : justice@socialjustice.org

<http://www.socialjustice.org/index.php>

Disponible en anglais seulement

D. L'Alphabétisation

Renseignements généraux

Le taux de Canadiens qui ont beaucoup de difficulté à lire tout document imprimé s'élève à 22 %. Les Canadiens qui ne peuvent réaliser que de simples tâches de lecture représentent 24 % de la population. La question relative à l'alphabétisation révèle non seulement un problème dans le secteur de l'éducation, mais une répercussion encore plus influente de la pauvreté et de l'exclusion sociale.³⁵

Du côté des francophones de l'Ontario, 61% d'entre eux connaissent de sérieuses difficultés de lecture et de compréhension de textes suivis. Les francophones âgés de 56 ans et plus, ainsi que les francophones dans le Nord et dans l'Ouest de la province sont plus touchés par ces problèmes d'alphabétisation. Des plus, les franco-ontariens ont un niveau de compétence inférieur à celui de la population anglophone. (Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes, 1994 et Deuxième Rapport sur la santé des francophones de l'Ontario, 2005).

Les analphabètes ont moins de choix en matière d'emploi, d'éducation, de logement et d'autres éléments nécessaires pour mener une vie pleine. En moyenne, ces personnes gagnent seulement deux tiers du revenu d'autres adultes. Des capacités à lire sont nécessaires pour occuper nombre d'emploi. Étant donné que le milieu de travail est un milieu où il faut souvent lire, écrire et compter, plus le niveau d'alphabétisation est élevé, plus les possibilités d'obtenir un meilleur emploi sont élevées.³⁶

³⁵ ABC Canada Literacy Foundation, « Literacy Facts: Adult Literacy in Canada », mai 2004, Internet : http://www.abc-canada.org/literacy_facts; Ontario Literacy Coalition, « Literacy Facts: Literacy and Poverty », août 2003, Internet : <http://www.on.literacy.ca/literacy/litfact/litpov.pdf>, consulté en mai 2004

³⁶ Statistique Canada, « International Adult Literacy Survey », 2001, Internet : <http://www11.sdc.gc.ca/en/cs/sp/arb/publications/2001-002538/page00.shtml>, consulté en mai 2004; Ontario Literacy Coalition, « Literacy Facts: Literacy and Poverty », août 2003, Internet : <http://www.on.literacy.ca/literacy/litfact/litpov.pdf>, consulté en mai 2004

Organisations, sites Web et autres ressources

La Coalition francophone pour l'alphabétisation et la formation de base en Ontario

La Coalition francophone pour l'alphabétisation et la formation de base en Ontario est une organisation sans but lucratif qui offre des services de soutien aux fournisseurs de langue française de services d'alphabétisation et de formation de base oeuvrant dans les secteurs communautaire, scolaire et collégial en Ontario. Le soutien prend la forme d'activités de coordination, de communication, de réseautage, de formation et d'information.

Coordonnées :

Coalition francophone pour l'alphabétisation et la formation de base en Ontario
235, chemin Montréal, pièce 201,
Ottawa (Ontario) K1L 6C7
Téléphone : (613) 842-5369 ;
Sans frais en Ontario : 1 877 464-0504
Courriel: coalition@coalition.on.ca
<http://www.coalition.on.ca/>

Le Centre FORA

Le Centre FORA est un centre francophone d'édition en éducation de base des adultes et de diffusion de matériel éducatif pour tout âge. Le Centre FORA offre les services d'édition suivants : la coordination de projets,

le développement et publication de matériel en partenariat avec des organismes, la révision stylistique et structurale (écriture simple; correction d'épreuves), la coordination de la production et de l'impression (mise en pages; conception graphique; illustrations et pages couvertures), la rédaction d'activités andragogiques et l'évaluation d'activités andragogiques. Il est également le point d'accès à l'audio-visuel, aux livres, aux logiciels et aux jeux éducatifs pour tout âge.

Coordonnées :

Centre FORA
432, avenue Westmount, Unité H,
Sudbury, Ontario, P3A 5Z8
Téléphone : 1.705.524.FORA (3672)
Courriel : info@centrefora.on.ca
<http://www.centrefora.on.ca/index.html>

La Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF)

La FCAF est un organisme pancanadien qui représente les groupes et associations francophones qui font l'alphabétisation en français au Canada. La FCAF aide ses groupes membres à maintenir et à rendre accessibles les services d'alphabétisation; informe la population et les gouvernements et coordonne des projets de promotion, de recherche et de prévention. On peut trouver, sur son site Web, des liens à

tous les groupes et associations canadiens qui travaillent dans le domaine de l'alphabétisation.

Coordonnées :

Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français

235, chemin Montréal, 2e étage, Bureau 205, Ottawa, Ontario, K1L 6C7

Téléphone : (613) 749-5333 ;

Sans frais : 1 888 906-5666

(au Canada seulement)

Courriel : info@fcfa.net

<http://fcfa.net/>

Le Secrétariat national à l'alphabétisation (SNA)

Le SNA travaille activement à promouvoir l'alphabétisation au Canada en collaboration avec ses partenaires. Il s'efforce de promouvoir l'alphabétisation en tant que composante essentielle d'une société de l'apprentissage et de faciliter l'accès à la vie sociale, économique et politique pour les personnes possédant de faibles capacités de lecture et d'écriture. Le SNA collabore avec les provinces, les territoires, les ministères fédéraux, les organisations commerciales et ouvrières, le secteur bénévole et d'autres organismes non gouvernementaux afin de mettre en place des conditions propices à l'alphabétisation au Canada. La mission du SNA consiste à veiller à ce que les Canadiennes et les Canadiens puissent acquérir ou améliorer

les compétences en alphabétisation toujours croissantes dont ils ont besoin pour fonctionner au travail, à la maison et dans la collectivité. Le SNA vise également à encourager la production et la diffusion d'information portant sur l'alphabétisation afin d'accroître la connaissance et la compréhension de ce phénomène.

Coordonnées :

Secrétariat national à l'alphabétisation

Direction générale de l'apprentissage

Direction de l'apprentissage et de

l'alphabétisation des adultes

Ressources humaines et Développement des compétences Canada

Constitution Square

360, rue Albert, Suite 1510, 15e étage,

Ottawa, Ontario K1A 0J9

<http://www.hrsdc.gc.ca/fr/pip/daa/sna/>

[Apropos/aproposnous.shtml](http://www.hrsdc.gc.ca/fr/pip/daa/sna/Apropos/aproposnous.shtml)

E. Personnes handicapées

Renseignements généraux

Les personnes handicapées sont celles qui ont signalé avoir de la difficulté à réaliser leurs activités quotidiennes ou qui ont indiqué qu'une maladie physique ou intellectuelle a réduit le type ou la quantité d'activités qu'ils pouvaient réaliser (tel qu'il est défini dans l'Enquête sur la participation et les limitations d'activités (EPLA) de 2001 menée par Statistique Canada). Un rapport sur des personnes dont les activités quotidiennes sont limitées par une maladie physique ou psychologique a révélé qu'en 2001, un Canadien sur sept âgé de plus de 15 ans, soit 3,4 millions de personnes, ont fait état d'un certain niveau d'incapacité. En outre, selon une enquête de Statistique Canada (EPLA, 2001), environ 1,5 millions d'Ontariens avaient une incapacité en 2001, ce qui représente 13,5 % de la population ontarienne.³⁵ Les adultes canadiens qui ont signalé avoir une incapacité en 2001 ont nommé les types d'incapacités suivantes :³⁶

- Mobilité réduite 71,7 %
- Douleurs 69,5 %
- Agilité réduite 66,6 %
- Troubles auditifs 30,4 %
- Troubles visuels 17,4 %
- Troubles psychologiques 15,3 %
- Troubles d'apprentissage 13,2 %
- Troubles de mémoire 12,3 %
- Troubles d'allocution 10,6 %
- Problèmes de développement 3,5 %
- Inconnu 2,8 %

(Note : Les données excluent le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut.)

On estime actuellement que parmi les personnes handicapées, on compte environ 1,9 millions d'Ontariens, 4 millions de Canadiens et 54 millions de Nord-Américains. On estime qu'en 2004, le taux de personnes handicapées en Ontario s'élèvera à 20 %, et à mesure que la population vieillit, soit d'ici 2024, le taux augmentera à 40 % de la population.³⁷

Dans la population francophone de l'Ontario, on trouve 17% de personnes de 12 ans et plus qui ont eu besoin d'aide pour au moins une activité de la vie quotidienne en 2000-2001 (Deuxième Rapport sur la santé des francophones, 2005).

³⁵ Statistique Canada, 2001 PALS, The Daily, Internet : <http://www.statcan.ca/Daily/English/021203/d021203a.htm>

³⁶ Ibid

³⁷ Sources : site Web de Ontarians with Disabilities Act : www.odacommittee.net; Beyond Ability International (BAI) : www.beyond-ability.com; Accessibility Ontario : <http://www.gov.on.ca/citizenship/accessibility>

Organisations, sites Web et autres ressources

Across Boundaries

Across Boundaries est un centre de santé mentale ethnoracial qui adopte une approche d'intégration holistique et utilise des données d'études sur la communauté pour examiner des questions de santé mentale. Ils reconnaissent l'importance de développer et de tirer des connaissances sur la communauté afin d'entraîner un changement positif. Dans le cadre de programmes de formation et d'éducation contre le racisme (offerts à des frais modiques), Across Boundaries offre des services de consultation aux organisations de santé mentale qui planifient le changement organisationnel dans le but de favoriser l'accès et de développer des services appropriés pour les communautés ethniques (<http://www.acrossboundaries.ca/content.php?ID=61>). L'organisation vend aussi une gamme de ressources.

Coordonnées :

Across Boundaries
51, avenue Clarkson,
Toronto (Ontario) M6E 2T5
Tél. : (416) 787- 3007 <http://www.acrossboundaries.ca>
Disponible en anglais seulement

Ethno-Racial People with Disabilities Coalition of Ontario (ERDCO)

La mission de l'ERDCO est de mettre en valeur le respect des personnes handicapées d'origine ethnoraciale faisant partie de tous les groupes d'âge, de culture, de sexe, de langue et de religion. L'organisation réalise cette tâche par la collecte et l'échange de renseignements qui encouragent et favorisent la compréhension des besoins des personnes handicapées d'origine ethnoraciale, ainsi que par des programmes de formation sur un éventail de questions.

Coordonnées :

2, rue Carlton, bureau 500
Toronto (Ontario) M5B 1J3
Tél. : (416) 657-2211 ou
1 888 988-3999
<http://www.ryerson.ca/erdco>

Information disponible en anglais seulement.

Site Web sur l'accessibilité en Ontario – Ministère de la Citoyenneté de l'Ontario

Lorsque les articles de la Loi de 2001 sur les personnes handicapées de l'Ontario (LPHO) sont entrés en vigueur au début de 2002, on a créé la Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario et le Conseil consultatif sur l'accessibilité pour l'Ontario. Le site Web

de l'initiative a été conçu pour fournir des renseignements et des ressources utiles, des pratiques exemplaires et de la motivation aux organisations, aux collectivités et aux personnes intéressées à travailler en collaboration pour favoriser l'intégration et l'accessibilité à tous en Ontario. Le site Web contient une mine de renseignements sur des sujets comme la planification de réunions accessibles et l'établissement de lignes directrices pour travailler avec divers groupes de personnes handicapées et de personnes ayant des besoins particuliers (par exemple, des personnes ayant des troubles physiques ou psychologiques, c'est-à-dire une incapacité mentale ou intellectuelle ou des troubles d'apprentissage).

Documents qui sont disponibles : *Planification de réunions accessibles* et *General Guidelines When Serving Anyone with Special Needs*
<http://www.citizenship.gov.on.ca/english/index.html>.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la Loi sur les personnes handicapées de l'Ontario (LPHO) et le comité qui en relève, consultez le site Web suivant : <http://www.odacommittee.net>.

Ontario March of Dimes

L'organisation offre un vaste éventail de renseignements et de services aux personnes

handicapées comme le programme *Design Ability* (un bénévole ayant des compétences techniques travaillent avec une personne handicapée afin de créer des appareils novateurs pour le ménage). Elle donne aussi un répertoire et le nom de personnes-ressources qui offrent des services de consultation connexes et des organisations communautaires de partout en Ontario.

Coordonnées :

Siège social de March of Dimes
10, boul. Overlea, Toronto (Ontario) M4H 1A4
Tél.: (416) 425-3463 ou 1 (800) 263-3463 <http://www.dimes.on.ca>
En anglais seulement

Troubles d'apprentissage – Association canadienne (TAAC)

Troubles d'apprentissage - Association canadienne (TAAC) est une organisation nationale qui agit comme porte-parole national des personnes ayant des troubles d'apprentissage. TAAC se consacre à assurer l'égalité des chances aux personnes qui ont des troubles d'apprentissage afin de leur permettre de fonctionner comme citoyens ayant des possibilités équitables et qui peuvent atteindre leur potentiel voulu. TAAC accomplit ces objectifs par la sensibilisation du public à la nature et à l'impact des troubles d'apprentissage,

par la défense des droits des personnes ayant des troubles d'apprentissage, par la recherche, la santé et l'éducation et par des efforts fondés sur la collaboration. Leur site Web contient une variété de ressources sur les troubles d'apprentissage et offre des liens à une variété de centres de ressources canadiens.

Coordonnées :

Troubles d'Apprentissage-Association canadienne (TAAC) (Bureau national)
323 rue Chapel, Ottawa, Ontario K1N 7Z2
Téléphone : (613) 238-5721
Courriel : information@ldac-taac.ca
<http://www.ldac-taac.ca/index-f.asp>

Épilepsie Canada

Épilepsie Canada est un organisme national qui a comme but d'améliorer les conditions de vie des personnes épileptiques en contribuant à la promotion et au soutien de la recherche et en facilitant l'éducation et la sensibilisation qui favorisent une meilleure compréhension de l'épilepsie. Cet organisme travaille à sensibiliser le public et les professionnels au fait que l'épilepsie est un trouble du cerveau universel et traitable ; à changer les attitudes, détruire les mythes et rehausser l'acceptabilité de l'épilepsie dans le domaine public; à promouvoir l'éducation et la compréhension du public et des professionnels au sujet de l'épilepsie;

à déterminer les besoins des personnes épileptiques à une échelle nationale et régionale; à encourager les responsables gouvernementaux en santé à traiter des besoins des personnes épileptiques, y compris la sensibilisation, l'éducation, le diagnostic, le traitement, les soins, les services et la prévention; et à financer la meilleure recherche sur l'épilepsie au Canada. Leur site Web contient une variété de données sur l'épilepsie au Canada, ainsi que des informations sur le diagnostic et le traitement.

Coordonnées :

Épilepsie Canada (Bureau national)
1470, rue Peel, bureau 745, Montréal (Québec)
H3A 1T1
Tél: (514) 845-7855 ; Sans frais: 1-877-
SEIZURE (734-0873)
Courriel: epilepsy@epilepsy.ca
<http://www.epilepsy.ca/>

Société de l'autisme de l'Ontario (SAO)

La SAO est la source principale de renseignements et de référence sur l'autisme et l'une des plus grandes voix collectives qui représentent la communauté autistique. La SAO s'engage à la sensibilisation à l'autisme et aux difficultés quotidiennes auxquelles sont aux prises les personnes atteintes d'autisme, leur famille et les professionnels avec lesquels ils interagissent. La société et ses chapitres

partagent des objectifs communs de fournir des renseignements et de sensibiliser, ainsi que de défendre les programmes et les services axés sur la communauté autistique.

Coordonnées :

Société de l'autisme de l'Ontario
1 179A, rue King Ouest, bureau 4
Toronto (Ontario) M6K 3C5
Tél. : (416) 246-9592 <http://www.autismsociety.on.ca>
En anglais seulement

mis des efforts remarquables dans le domaine de l'inclusion qui vont au-delà de leur attention aux personnes ayant des troubles intellectuels. Les renseignements sont disponibles sur le site Web national à l'adresse électronique suivante : <http://www.cacl.ca/french/cominc/index.html>

Coordonnées :

Community Living Ontario
240, chemin Duncan Mill, bureau 403
Toronto (Ontario) M3B 1Z4
Tél. : (416) 447-4348
<http://www.communitylivingontario.ca>

Community Living Ontario (CLO)

CLO appuie et défend les droits des personnes ayant des troubles intellectuels. Ces personnes peuvent avoir des incapacités de développement depuis la naissance ou les incapacités peuvent être survenus quelque temps après la naissance. La vision de CLO est que toutes les personnes ayant des besoins particuliers peuvent vivre dans la dignité au sein de leur communauté. Les points d'intérêt sont les suivants : retrait des institutions, emploi, éducation, soutien familial, défense des droits de la personne et intégration communautaire. Le site Web de Community Living Toronto offre une liste exceptionnelle d'hyperliens à des ressources et à des services axés sur les personnes ayant des troubles intellectuels : <http://www.communitylivingtoronto.ca/TACLWeb/>. Community Living a aussi

Ontario Brain Injury Association (OBIA)

Les blessures au cerveau constituent la principale cause de décès et d'invalidité chez les Canadiens de moins de 45 ans. Les blessures acquises au cerveau peuvent exercer une incidence permanente sur le physique, l'intellect et le comportement. Il existe des sites de l'OBIA dans nombre de communautés partout en Ontario. Le site Web de l'association contient la liste des centres communautaires qui offrent du soutien, des renseignements, ainsi que des programmes d'éducation et des services de défense des droits des personnes atteintes de blessures au cerveau : http://www.obia.on.ca/community_assoc.html. Une liste détaillée des ressources éducationnelles figure aussi dans le site Web à l'adresse électronique suivante :

http://www.obia.on.ca/resource/resource_catalogue.html.

Disponible en anglais seulement

Pour des informations en français, vous pouvez vous référer à l'Association des lésés cérébraux de Sudbury et District (<http://www.biasd.com/fcontact.htm>).

Société canadienne de la schizophrénie (SCS)

La SCS est un organisme national qui a comme but d'atténuer la souffrance causée par la schizophrénie et les troubles mentaux qui lui sont reliés. La SCS travaille à sensibiliser et éduquer le public afin de réduire la stigmatisation et la discrimination associées à la maladie et à soutenir les familles et les personnes atteintes d'une maladie mentale. La SCS fait des représentations pour faire amender certaines lois actuelles et améliorer les traitements et les services pour la schizophrénie et soutient la recherche dans ce domaine. Leur site Web offre une variété de ressources pour les personnes et les familles touchées par la maladie mentale.

Coordonnées :

Société canadienne de la schizophrénie
50, avenue Acadia, bureau 205, Markham,
Ontario, L3R 0B3

Tel : (905) 415-2007

Courriel : info@schizophrenia.ca

<http://www.schizophrenia.ca/french/index.php>

Centre de toxicomanie et de santé mentale (CTSM)

Le CTSM est le plus grand centre de sciences de la santé au Canada qui se consacre à la toxicomanie et aux problèmes de santé mentale.

Le Centre offre un programme d'éducation conçu pour accroître la sensibilisation du public aux problèmes de toxicomanie et de santé mentale (consultez le site Web

suivant : http://www.camh.net/FR/Education/Resources_communities_organizations/resources_communities_index_fr.html). Par

ailleurs, le CTSM est chef de file pour devenir une institution plus diversifiée et inclusive.

Le Bureau des programmes sur la diversité du CTSM coordonne ses initiatives (consultez http://www.camh.net/FR/About_CAMH/index.html Guide_CSDiversityProgramsOffice.html).

Coordonnées :

Centre de toxicomanie et de santé mentale
Standard principal, Tél. : (416) 535-8501 ou le
Bureau des programmes sociaux au poste 4242.
http://www.camh.net/FR/About_Addiction_Mental_Health/index.html

Société pour les troubles de l'humeur du Canada (STHC)

La Société pour les troubles de l'humeur du Canada (STHC) est une organisation nationale qui est voué à l'amélioration de la qualité de vie des personnes touchées par la dépression, la maladie affective bipolaire et d'autres troubles connexes. Elle agit à titre de porte-parole afin de s'assurer que les problèmes et les préoccupations des consommateurs et des familles soient compris et pris en considération lors de l'élaboration de politiques et de programmes gouvernementaux liés à la maladie mentale, que de vastes stratégies de traitement soient élaborées, et que des priorités concernant la recherche soient établies. Le site Web de l'organisation contient aussi des renseignements éducationnels et des ressources utiles.

Coordonnées :

Société pour les troubles de l'humeur du Canada
3-304, chemin Stone Ouest, bureau 736
Guelph (Ontario) N1G 4W4
Tél. : (519) 824-5565
<http://www.mooddorderscanada.ca/index.htm>

Association canadienne pour la santé mentale (ACSM)

L'Association canadienne pour la santé mentale (ACSM) est un organisme bénévole œuvrant à l'échelle nationale dans le but de promouvoir

la santé mentale de tous et de favoriser la résilience et le rétablissement des personnes ayant une maladie mentale. La vision de l'ACSM : Des personnes mentalement saines dans une société saine. L'ACSM sert les personnes qui ont été atteintes d'une maladie mentale, leur famille, leurs amis et d'autres membres de la communauté. Elle accomplit son mandat par la défense des droits, l'éducation, la recherche et les services. L'ACSM fournit des renseignements et de l'éducation afin d'accroître les connaissances et la compréhension de la santé mentale et des maladies, ainsi que les services qui sont disponibles pour promouvoir la santé mentale. Les sites Web des bureaux national et provinciaux, de même que celui du bureau de Toronto, contiennent des documents utiles pour éduquer le public comme des brochures d'information (disponibles dans diverses langues) et des fiches de renseignement, en plus de fournir des ateliers, des guides et de la formation aux organisations (voir ci-dessous).

Coordonnées :

Association canadienne pour la santé mentale
Bureau national
8, rue King Est, bureau 810
Toronto (Ontario) M5C 1B5
Tél. : (416) 484-7750
<http://www.toronto.cmha.ca> (site de Toronto)
<http://www.ontario.cmha.ca> (site provincial)
<http://www.cmha.ca/bins/index.asp?lang=2>
(site national)

Enablelink – Canadian Abilities Foundation

La fondation offre une liste de tous les organismes au Canada qui œuvrent pour les personnes handicapées. Utilisez cette ressource pour vous aider à trouver les organismes qui appuient les personnes handicapées dans votre communauté. (Suivez ce lien au moteur de recherche Enablelink. Une fois rendus, sélectionnez une communauté ou une région et un sujet, puis cliquez sur recherche. Ensuite, Enablelink fournira une liste des organismes communautaires et régionaux œuvrant pour les personnes handicapées.

http://enablelink.org/resources/links_to.html

En anglais seulement

Bureau de la condition des personnes handicapées (BCPH) – Développement social Canada

Le mandat du BCPH est de mettre en valeur le Plan d'action du gouvernement du Canada concernant les personnes handicapées en collaboration avec des partenaires. Son objectif consiste à éliminer les obstacles et à favoriser l'intégration sociale et économique des personnes handicapées canadiennes. Des initiatives d'intégration communautaire sont présentement en œuvre partout au Canada.

Coordonnées :

Bureau de la condition des personnes handicapées

Gouvernement du Canada

25, rue Eddy, bureau 100, Hull (Québec)

K1A 0M5

Tél. : (819) 997-2412

http://www.dsc.gc.ca/fr/passerelles/nav/nav_haut/programme/bcph.shtml

Documents disponibles :

Le pouvoir des mots et des images : Conseils généraux pour une représentation adéquate des personnes handicapées (le guide est disponible en gros caractères, en audio-cassette, en braille et sur une disquette informatique en composant le 1-800-O-Canada); consultez le site Web à l'adresse électronique suivante : http://www.dsc.gc.ca/fr/pip/bcph/documents/pouvoirDESMOTS/00_tdm.shtml.

Conseil canadien de développement social (CCDD)

La Page d'information sur la recherche concernant les personnes handicapées (<http://www.ccsd.ca/drip/francais/>), mise au point par le CCDD, offre un accès centralisé des statistiques sur les personnes handicapées au Canada.

Coordonnées :

Conseil canadien de développement social
309, rue Cooper, 5e étage
Ottawa (Ontario) K2P 0G5
Tél. : (613) 236-8977
<http://www.ccsd.ca/>

Société canadienne de l'ouïe

La Société canadienne de l'ouïe (SCO) offre des services visant à accroître l'autonomie des personnes sourdes, devenues sourdes ou malentendantes, ainsi qu'à favoriser la prévention de la perte d'audition. Le bureau de Toronto offre des services d'audiologie, d'emploi, d'interprétation du langage gestuel, des cours de langue en ASL et des services de vidéoconférence. Elle publie également *Contacts in Canada*, un guide exhaustif d'organismes canadiens axés sur les personnes sourdes, devenues sourdes ou malentendantes (consultez le site Web suivant : <http://www.chs.ca/info/index.html>).

Coordonnées :

Siège social de la Société canadienne de l'ouïe
271, chemin Spadina
Toronto (Ontario) M5R 2V3
Voix : (416) 928-2500 ou 1-877-347-3427
ATS : (416) 964-0023 ou 1-877-347-3429 <http://www.chs.ca/info/french/index.html>

L'Association ontarienne des Sourd(e)s francophones

L'Association ontarienne des sourd(e)s francophones est un organisme qui travaille à promouvoir la vitalité de la communauté sourde franco-ontarienne, tout en offrant des programmes et outils permettant à la communauté sourde de se prendre en main, ainsi que des cours de formation et d'apprentissage à l'informatique (en partenariat avec la Société canadienne de l'Ouïe), des cours de langue des signes québécoise (LSQ) pour les personnes entendant qui désirent travailler avec les Sourd(e)s (en partenariat avec le Centre Jules-Léger). L'Association offre également un service d'aide et de consultation pour les Sourd(e)s (en partenariat avec la SCO) ainsi que des services de dépistage et d'évaluation des besoins de la communauté sourde.

Coordonnées :

20, chemin Ste-Anne,
Sudbury ON. P3C 5N4
ATS et Voix: (705) 670-2705
Courriel : roger@aosf.on.ca
www.aosf.on.ca

L'Association des Sourds du Canada (ASC)

L'Association des Sourds du Canada (ASC) est une organisation nationale qui représente 300 000 Sourds du Canada. L'ASC offre des consultations et de l'information sur les besoins des Sourds et leurs intérêts au public, aux entreprises, aux médias, aux éducateurs et autres. L'ASC fait des recherches, collecte des données et publie des rapports sur les questions liées à la surdité et elle. L'ASC offre également une aide aux organismes et agences de services pour Sourds dans tout le pays et possède une bibliothèque et un centre de ressource sur la surdité, qui sont situés dans le bureau central à Ottawa.

Coordonnées :

251, rue Bank, pièce 203,
Ottawa (Ontario), K2P 1X3
Téléphone: (613) 565-2882 (Voix);
(613) 565-8882 (ATS)
Courriel: info@cad.ca
<http://www.cad.ca/>

L'Institut national canadien pour les aveugles

L'Institut national canadien pour les aveugles (INCA) offre des services à tous les Canadiens dont la perte de vision représente un problème central dans leurs activités personnelles et sociales. L'INCA aide aussi les professionnels,

les ministères et le secteur privé à résoudre des questions liées à la perte de vision. L'objet de l'organisme consiste à aider les aveugles, ceux qui ont subi une perte d'acuité visuelle et qui sont sourds-aveugles à trouver des moyens de mener une vie autonome, tout en les intégrant dans la vie communautaire. L'INCA offre les sept services essentiels suivants : services de consultation et d'aiguillage, réadaptation visuelle, enseignement des techniques de réadaptation, formation en orientation et mobilité, réadaptation visuelle, aides techniques, développement de carrière et recherche d'emploi et service de bibliothèque.

Coordonnées :

Bureau national de l'INCA
1929, avenue Bayview
Toronto, (Ontario) M4G 3E8
Tél. : (416) 486-2500
<http://www.cnib.ca/frn/index.htm>



F. Aînés

Renseignements généraux

En 2001, les aînés, c'est-à-dire les personnes âgées de plus de 65 ans, représentaient 13 % de la population canadienne. Ils sont le segment de la population qui croît le plus rapidement et les prévisions indiquent que le taux atteindra le 15 % d'ici 2011. D'ailleurs, les gens vivent plus longtemps car ceux qui ont plus de 80 ans représentent 41 % du groupe. Une analyse des sexes effectuée chez les aînés en 2001 a révélé que les femmes étaient plus nombreuses que les hommes; pour chaque centaine de femmes, on comptait 75 hommes.³⁸

Le nombre d'aînés qui habitent en Ontario s'élève à 1,5 millions. Statistique Canada donne un rapport exhaustif sur les aînés qui s'intitule *Un portrait des aînés au Canada*. Il illustre des indicateurs comme des profils démographiques, la situation familiale, les conditions de logement, l'hébergement, l'éducation, la santé et les habitudes de travail. Vous trouverez cet article dans le lien suivant : <http://www.statcan.ca/english/ads/89-519-XPE/index.htm>.

Du côté des francophones en Ontario, les personnes âgées de 65 ans et plus représentent 14,4% de la population francophone ; cette proportion est plus grande que celle de la population en général. Comme pour la population en général, les femmes âgées de 75 ans et plus sont plus nombreuses que les hommes (60,8% comparativement à 39,2%). (Office des affaires francophones, Les personnes âgées en Ontario, Profil statistique, 2005).

Organismes, sites Web et autres ressources

La Fédération des aînés et des retraités francophones de l'Ontario (FAFO)

La FAFO a comme but de promouvoir la qualité de vie des francophones ontariens de plus de 50 ans dans leur quotidien et dans

leurs relations avec les différents paliers de gouvernement. La FAFO œuvre à identifier les besoins des aînés et retraités francophones ontariens et à conscientiser les divers paliers de gouvernements à ces besoins et aux services qui les combleront. Elle coordonne les actions

³⁸ Statistique Canada, 2001, Internet : http://www12.statcan.ca/english/census01/Products/Analytic/companion/age/canada.cfm#median_age, consulté en mai 2004

des intervenants gouvernementaux, associatifs et privés face à sa clientèle et offre des services de communication, d'information, de sensibilisation et de formation à ses membres. Ses quatre domaines d'intervention touchent la santé des aînés, le logement, la défense et la promotion des droits des aînés francophones (qui inclut aussi la protection contre la violence) et les services et avantages aux membres. D'autres dossiers, tels celui des aidants naturels et de la sécurité du revenu sont en émergence.

Coordonnées :

001-1173, chemin Cyrville,
Ottawa, Ontario, K1J 7S6
Tél : 613-747-0469
Courriel : info@fafo.on.ca
www.fafo.on.ca

Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario – Ministère des Affaires civiques et de l'Immigration

Le Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario (SAPAO) influence et appuie le développement des politiques dans toutes les activités gouvernementales au nom des aînés de l'Ontario. Il cerne les enjeux et les tendances des membres de la population des aînés de l'Ontario par la collecte de données de recherche, des prévisions démographiques et des dialogues réguliers avec les principaux

groupes d'aînés de l'Ontario. Le SAPAO a créé un outil de ressources détaillé qui facilitera l'accès aux programmes et aux services destinés aux aînés. Il s'intitule *Guide des programmes et services pour les personnes âgées de l'Ontario* et il est disponible au lien suivant : <http://www.gov.on.ca/citizenship/seniors/english/guide.htm>.

Coordonnées :

Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario du ministère des Affaires civiques et de l'Immigration
77, rue Wellesley Ouest, 6e étage,
Ferguson Block
Toronto (Ontario) M7A 1R3
Sans frais : 1 (888) 910-1999
Courriel : info@mczcr.gov.on.ca
<http://www.gov.on.ca/citizenship/seniors/index.html>

Coalition d'une vie active pour les aînés

La Coalition d'une vie active pour les aîné(e)s (CVAA) consiste en des partenariats avec des organismes membres et des particuliers qui s'intéressent aux questions liées au vieillissement et qui souhaitent encourager les aînés canadiens à maintenir et à rehausser leur bien-être et leur autonomie par l'adoption de règles de vie privilégiant l'activité physique sur un plan quotidien. La CVAA a publié un document intitulé « *A Blueprint for Action for Active Living and Older Adults* » qui

est disponible sur le lien suivant : <http://www.alcoa.ca/e/whatsnew/blueprint.pdf>.

Coordonnées :

Coalition d'une vie active pour les aînés
33, chemin Laird,
Toronto (Ontario) M4G 3S9
Tél. : (416) 423-2163
Sans frais : 1 (800) 549-9799
Courriel : alcoa@ca.inter.net
<http://www.alcoa.ca/f/index.htm>

Caregiver Network Inc.

Caregiver Network Inc. (CNI) consiste en un centre de ressources mis sur pied pour aider les aidants naturels qui soignent des personnes âgées et des malades. L'objet du centre est de faciliter la vie des aidants naturels en fournissant des renseignements sur le Web, en diffusant un communiqué et le *Canadian Aging and Caregiving Resource Guide*. Il offre aussi un soutien personnel en donnant une série d'ateliers et de l'éducation dans le cadre d'une série de 13 programmes télévisés et sur vidéo qui s'intitule *Caregiving with June Callwood*. Les ressources du CNI peuvent s'avérer utiles pour toute personne qui soigne une personne âgée.

Coordonnées :

Caregiver Network Inc.
2 Oaklawn Gardens, Unité C
Toronto (Ontario) M4V 2C6
Tél.: (416) 323-1090

Courriel : karenh@caregiver.on.ca

<http://www.caregiver.on.ca>

En anglais seulement

**Division du vieillissement et des aînés –
Agence de santé publique du Canada**

La Division du vieillissement et des aînés exerce un leadership fédéral sur les questions de santé relatives au vieillissement et aux aînés. Les activités de la Division sont les suivantes : diriger et appuyer des activités de recherche et d'éducation; encourager la communication et la diffusion de renseignements; consulter les partenaires et travailler en collaboration avec eux, y compris les provinces, les territoires, les organismes d'aînés et d'autres secteurs; encourager des méthodes novatrices d'améliorer la santé des aînés dans des situations de risque et prévenir les situations de risque; offrir des conseils et du soutien sur le développement des politiques. Le site Web offre nombre de publications sur un éventail de sujets concernant les aînés.

Coordonnées :

Division du vieillissement et des aînés
Agence de santé publique du Canada
Address Locator 1908A1,
Ottawa (Ontario) K1A 1B4
Tél. : (613) 952-7606
Courriel : seniors@phac-aspc.gc.ca
<http://www.hc-sc.gc.ca/seniors-aines/>

G. Orientation sexuelle et identité des sexes

Renseignements généraux

L'orientation sexuelle d'une personne se caractérise par des sentiments d'attraction sexuelle, affective et émotionnelle envers des personnes de même sexe ou du sexe opposé. Nous avons une orientation sexuelle. Il existe différents types d'orientation sexuelle, notamment l'hétérosexualité (relations homme-femme), gaie et lesbienne (relations entre personnes de même sexe) et bisexualité (relations homme-femme et relations de même sexe). Une personne peut aussi être transgenre, transsexuelle, bispirituelle, intersexuée, ou se trouver dans le processus de questionner son orientation sexuelle (pour obtenir une définition de ces catégories, consultez le site Web suivant : <http://www.mcgill.ca/queerequity/heterosexism/#GLOSSARY>).

Étant donné que l'orientation sexuelle peut changer au cours de la vie d'une personne et que les personnes ne choisissent pas toutes de divulguer leur orientation sexuelle, il est difficile de recueillir des données statistiques. Toutefois, on estime que de 8 à 15 % de la population se trouve dans une catégorie autre que hétérosexuelle.³⁹

Organisations, sites Web et autres ressources

FrancoQueer

FrancoQueer veut représenter les francophones de la communauté gais, lesbienne, bisexuelle, et transgenre (GLBT) en les aidant à se regrouper sur une base locale, régionale et provinciale. L'organisme entend également prendre position et réagir aux événements sociaux, politiques et d'actualités qui affectent les GLBT. Le nouveau-venu cherchera à

faciliter l'intégration des glbt à la communauté francophone et à freiner leur assimilation. Du même coup, FrancoQueer sensibilisera la communauté franco-ontarienne à la diversité sexuelle.

Bien que FrancoQueer n'en soit qu'à ses débuts, il entend bien offrir des services, des activités et des programmes adaptés à la communauté glbt de langue française. À titre

³⁹ Counselling and Learning Skills Services, Internet : http://www.calss.utoronto.ca/pamphlets/sexual_orientation.htm; LGBTQ Resources & Programs, Internet : <http://www.sa.utoronto.ca/area.php?waid=4>; sites Web de l'University of Toronto, consulté en mai 2004

d'exemple, il souhaite prévenir et sensibiliser les membres et la communauté face aux problèmes psychosociaux vécus dans la communauté glbt. Pour y arriver, FrancoQueer espère obtenir de l'aide des organismes torontois et du financement des différents paliers de gouvernement ainsi que par le prélèvement de fonds auprès des membres de la communauté. Pour ce faire, les administrateurs veulent établir des partenariats avec tous les organismes intéressés et respectueux de sa mission et de ses objectifs.

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec eux par courriel à francoqueer@sympatico.ca et visiter le site www.francoqueer.ca

Teens Educating and Confronting Homophobia (T.E.A.C.H.) – Planned Parenthood

Un programme relevant de Planned Parenthood of Toronto, T.E.A.C.H. adopte une approche de lutte contre l'oppression en organisant des activités d'éducation des paires de qualité supérieure visant à réduire l'aversion envers les homosexuels dans les écoles secondaires et les communautés partout dans la ville de Toronto. En mettant l'accent sur le développement de compétences et de partenariats, T.E.A.C.H. offre de la formation à de jeunes animateurs dynamiques afin de diriger des activités de

lutte contre l'homophobie qui incitent les participants à poser un esprit critique concernant l'homophobie et l'hétérosexualité dans leur communauté, ainsi qu'à considérer les difficultés auxquelles sont aux prises les jeunes lesbiennes, gais, bisexuels et transgenderistes. En se basant sur l'atelier d'éducation des paires, les employés et les animateurs de T.E.A.C.H. créent et donnent des sessions de formation spécialisées aux employés et aux bénévoles qui travaillent les jeunes et avec des groupes de lesbiennes, de gais, de bisexuels et de transgenderistes. En outre, T.E.A.C.H. crée, met à jour et évalue des documents éducationnels comme des brochures, des livrets et des ressources en ligne afin d'améliorer et d'élargir ses activités visant à réduire la homophobie envers les homosexuels.

Coordonnées :

T.E.A.C.H., Planned Parenthood of Toronto
36B, avenue Prince Arthur,
Toronto (Ontario) M5R 1A9
Tél. : (416) 961-0113
Courriel : teach@ppt.on.ca
<http://www.ppt.on.ca/TEACH.htm>
En anglais seulement

The 519 Church Street Community Centre

Le 519 est un centre de réunion et d'attraction pour la communauté dynamique et diversifiée du centre-ville de Toronto.

Dans un milieu de soutien, le centre répond

aux questions et aux besoins de la communauté en fournissant les ressources et les possibilités nécessaires pour favoriser l'auto-détermination. Il s'engage aux principes d'accessibilité, de bénévolat, de dignité individuelle et de valeur, de participation et de célébration. Le site Web du 519 offre une richesse de renseignements sur un vaste éventail de questions qui concernent les personnes de diverses orientations sexuelles.

Coordonnées :

The 519 Church Street Community Centre
519, rue Church, Toronto (Ontario) M4Y 2C9
Tél. : (416) 392-6874

Courriel : info@the519.org

<http://www.the519.org>

En anglais seulement

Rainbow Educator's Network

Le site Web propose des idées d'enseignement, des documents de référence et des ressources aux éducateurs qui souhaitent traiter les questions liées aux gais, aux lesbiennes et aux bisexuels dans une classe d'apprentissage de l'anglais comme langue seconde. Le site Web et les ressources citées peuvent être utiles pour tout organisme et toute personne qui cherche à comprendre les questions en matière d'orientation sexuelle et sensibiliser d'autres personnes aux questions. <http://www2.gol.com/users/aidsed/rainbow/index.html>

En anglais seulement

Parents, Families and Friends of Gays and Lesbians Canada (PFLAG)

PFLAG est une organisation nationale qui met en valeur la santé et le bien-être des gais, des lesbiennes, des bisexuels et des transsexuels, leur famille et leurs amis. Ils réalisent cette tâche en fournissant du soutien et de l'éducation sur les idées fausses et la discrimination afin de protéger les droits égaux. Le site Web offre des liens importants aux organisations qui ont incorporé des visions semblables dans leur mandat. Vous trouverez les personnes-ressources régionales dans le site Web de l'organisation.

Coordonnées :

Parents, familles et amis de gais et lesbiennes du Canada

141, avenue Laughton

Toronto (Ontario) M6N 2X4

Tél. : (416) 651-0700

Courriel : Directeur général de PFLAG Canada,
Wayne Harrison, execdirector@pflagcanada.ca

<http://www.pflagcanada.ca/fr/index-f.aspl>

Canadian Lesbian and Gay Archives

Le mandat des archives consiste à recueillir et à conserver des renseignements et des documents sur le mouvement des gais, lesbiennes, bisexuels et transsexuels du Canada et de l'étranger, et à mettre ses recueils disponibles au public aux fins

de l'éducation et de la recherche. Les archives contiennent des dossiers sur des personnes, des organisations, des questions et des événements. Les archives comprennent des photos, des affiches, des enregistrements sonores, des œuvres d'art, des livres, des coupures de journaux, des bannières et des boutons, entre autres. Vous pouvez visiter les archives en ligne ou en personne.

Coordonnées :

Canadian Lesbian and Gay Archives

C.P. 639, station A

Toronto (Ontario) M5W 1G2

Tél. : (416) 777-2755

Courriel : queeries@clga.ca

<http://www.clga.ca/>

En anglais seulement

Office national du film du Canada

Étant donné que l'homophobie est une question de sécurité et de droits de la personne, l'Office national du film s'engage à produire des films qui aident les éducateurs, les parents, les enfants et les jeunes à comprendre et à défendre ces droits fondamentaux. Nombre de films éducatifs qui abordent la question de l'homophobie et qui y répondent sont disponibles à l'Office.

<http://www.nfb.ca/celebratingdiversity/index.html>

En anglais seulement

H. Jeunes

Renseignements généraux

La jeunesse est une période où l'on détermine son identité, laquelle est formée par des facteurs comme l'ethnicité, le sexe, l'orientation sexuelle, la race et la capacité. L'influence des pairs et le désir d'être accepté peuvent compliquer ces facteurs lorsqu'on fait des choix de mode de vie et on traite des questions comme le tabagisme, l'alcool, la nutrition, l'activité physique, la violence et la situation socioéconomique. Par conséquent, nombre de groupes communautaires tentent de fournir des services aux jeunes et aux parents afin de les aider à surmonter cette période de changements. Il existe nombre de programmes et services multisectoriels axés sur les jeunes qui déterminent la gamme d'âge des jeunes, allant de 9 ans à 30 ans. Statistique Canada fournit des statistiques de la population basées sur des profils de groupes d'âge en intervalles de cinq ans, par exemple, de 5 à 9 ans, de 10 à 14 ans, et de 15 à 19 ans.⁴⁰

Du côté des francophones, on constate que les jeunes de 25 ans et moins sont sous représentés lorsqu'on les compare à la population générale. En 2001, la proportion de jeunes de 25 ans et moins constituait 25,2% de la population francophone, comparativement à 32,9% pour la population générale. (Office des affaires francophones, Les jeunes francophones en Ontario, Profil statistique, 2005).

Organisations, sites Web et autres ressources

La Fédération de la jeunesse franco-ontarienne (FESFO)

La Fédération de la jeunesse franco-ontarienne (FESFO) (anciennement la Fédération des élèves du secondaire franco-ontarien) est l'organisme porte-parole de tous les jeunes francophones qui fréquentent les écoles secondaires franco-

ontariennes. La FESFO informe, sensibilise et mobilise des milliers de jeunes afin que leurs voix et leurs besoins se fassent entendre auprès des différents décideurs. Elle défend les droits de ses membres à titre d'élèves, de jeunes et de Franco-Ontariens en siégeant sur différents comités ministériels (ex. Conseil du Premier Ministre ontarien, du Ministre de l'Éducation et

⁴⁰ Statistique Canada, 2001, Internet : <http://www.statcan.ca/french/Pgdb/demo10a.htm>

de la Formation), en organisant des campagnes de pression et en agissant comme porte-parole. Plusieurs activités de la FESFO visent à faire découvrir l'identité franco-ontarienne et à combattre l'assimilation tout en outillant les jeunes meneurs de tous les coins de l'Ontario. Certains programmes existants : les *Stages de formation en leadership*, les *Forums régionaux Organizzaction!* et les *Jeux franco-ontariens*.

site Web : <http://fesfo.ca/>

Le Centre des jeunes francophones

(voir description dans la section sur les Communautés ethnoculturelles, p. 83)

Ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse

Offre une liste de ressources, de programmes et de services axés sur les jeunes en Ontario.

Coordonnées :

Demandes générales

Ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse, Unité des services à la clientèle
900, rue Bay, édifice Macdonald M1-57

Toronto (Ontario) M7A 1N3

Tél. : (416) 325-5666

<http://www.children.gov.on.ca/CS/fr/default.htm>

Centre de toxicomanie et de santé mentale (CAMH) – Initiatives et programmes pour les jeunes

Le CAMH offre des services de traitement et a mis en œuvre nombre d'initiatives à l'intention des adolescents comme des cliniques, de l'éducation, de la recherche, de la prévention et le développement de programmes. Pour obtenir des listes d'initiatives et de programmes au CAMH, accédez au lien suivant :

http://www.camh.net/FR/About_CAMH/Guide_to_CAMH/Child_Youth_and_Family_Program/guide_chilyouthfamily_prog_fr.html

Coordonnées :

Le CAMH compte plusieurs sites. Pour déterminer où se situe le site pertinent le plus près de chez vous, communiquez avec le standard principal au (416) 535-8501

Courriel : public_affairs@camh.net ou visitez le site Web à l'adresse électronique suivante :

http://www.camh.net/fr/about_camh/contactus.html

Ontario Social Development Council

L'Ontario Social Development Council (OSDC) travaille en collaboration avec des particuliers et des groupes communautaires afin de renforcer les capacités des communautés à mobiliser les ressources en vue de favoriser la viabilité du développement social. Par une approche de collaboration, l'OSDC utilise des outils qui permettent aux collectivités de réagir de manière proactive aux changements dans les secteurs de l'environnement, de l'économie, de la santé et de la société. Dans le cadre du programme "Second Chance" (deuxième chance) axé sur les jeunes à risque, on examine les liens qui existent entre l'éducation, l'emploi, la santé, l'environnement, le développement social, la communauté et la loi, ainsi que l'incidence de ces facteurs sur le développement d'une jeune personne.

Coordonnées :

2, rue Carleton, bureau 1001

Toronto (Ontario) M5B 1J3

Tél. : (416) 345-8561

Courriel : osdc@web.ca

<http://www.osdc.org>

En anglais seulement

Conseil canadien de développement social (CCDS)

Le CCDS est un institut de recherche et de politique sociale sans but lucratif qui s'intéresse aux questions de la pauvreté, de l'inclusion sociale, de l'invalidité, de la diversité culturelle, du bien-être des enfants, de l'emploi et du logement. Par l'intermédiaire de son département responsable de la diversité culturelle, le CCDS offre un programme de recherche sur les jeunes immigrants au Canada. Vous pouvez lire le rapport de recherche au lien suivant : <http://www.ccsd.ca/subsites/cd/docs/iy/index.htm>. Le rapport est seulement disponible en anglais. Un rapport de recherche, tiré des archives, sur les jeunes travailleurs au Canada est disponible au lien suivant : <http://www.ccsd.ca/francais/pubs/catpub/amoc.htm>.

Coordonnées :

309, rue Cooper, 5e étage

Ottawa (Ontario) K2P 0G5

Tél. : (613) 236-8977

Courriel : council@ccsd.ca

<http://www.ccsd.ca/>

Fédération canadienne des municipalités

Depuis 1901, la Fédération canadienne des municipalités (FCM) est porte-parole national des gouvernements municipaux, vouée à améliorer la qualité de vie dans toutes les communautés par la mise en valeur d'un gouvernement municipal solide, efficace et responsable. La FCM offre un guide en ligne qui permet de comprendre de planifier et de trouver des solutions visant à prévenir ou à traiter la violence collective chez les jeunes dans les communautés canadiennes. Le guide *La violence chez les jeunes et l'activité des bandes de jeunes Réponses aux préoccupations communautaires*
http://ww2.psepc-sppcc.gc.ca/publications/policing/199456_f.asp.

Coordonnées :

Fédération canadienne des municipalités
24, rue Clarence, Ottawa (Ontario) K1N 5P3
<http://www.fcm.ca/>



I. Les francophones

Renseignements généraux

- Selon le recensement de 2001, on retrouve 548 940 francophones en Ontario, représentant 4,8% de la population totale.
- La proportion de francophones est plus élevée dans le Nord-Est (25,1%) et dans l'Est (14,7%) de la province ; par contre, 25,6% de la population francophone de l'Ontario se situe dans le Centre de la province, même si elle ne compte que pour 1,8% de la population totale de cette région.
- La population francophone est plus âgée que la population générale. La proportion de francophones âgés de 65 ans et plus est de 14,5%, comparativement au taux pour la population totale, qui est de 12,9%.
- En 2001, le nombre de francophones appartenant à une minorité raciale était de 58 520, ce qui compte pour 10,7% de la population francophone en Ontario. Les minorités raciales francophones sont concentrées dans les régions de Toronto et d'Ottawa.
- Les francophones en Ontario sont, en général, moins scolarisés que la population générale. On retrouve une plus petite proportion de francophones qui possèdent un diplôme d'études secondaires (67%) comparativement à la population générale (70,3%). De plus, 77,9% de francophones, comparativement à 79,5% de la population générale détiennent un diplôme d'études postsecondaires.
- Le taux de chômage pour les hommes francophones est plus élevé que le taux de chômage pour les hommes en général (6,5% comparativement à 5,8%). Cela n'est pas le cas pour les femmes francophones.⁴¹

⁴¹ Source : Office des affaires francophones de l'Ontario, Les francophones en Ontario, Profil statistique, 2005

Organismes, sites Web et autres ressources

Office des affaires francophones

L'Office des affaires francophones est responsable d'assurer que les francophones de l'Ontario aient accès aux services du gouvernement provincial en français et participent à la vie sociale, économique et politique de la province, tout en conservant leur patrimoine culturel et linguistique. Créé en vertu de la Loi sur les services en français, l'Office est la première source d'information du gouvernement de l'Ontario sur les affaires francophones et les services en français. Il fournit des renseignements sur la population francophone de la province aux autres paliers de gouvernement et aux membres du public. Il coordonne également, à l'échelle du gouvernement, la prestation de services en français dans les 24 régions désignées aux termes de la Loi sur les services en français.

L'Office appuie la ministre déléguée aux Affaires francophones dans le développement des services en français et l'élaboration des politiques et programmes qui répondent aux besoins des francophones de l'Ontario; offre des conseils d'experts sur les questions qui touchent les francophones et la prestation des services en français; recueille et garde des renseignements sur la communauté francophone de l'Ontario; fournit à la communauté des renseignements qui l'aideront dans ses initiatives de représentation

et de développement; et agit comme lien entre la communauté francophone, les ministères et les organismes gouvernementaux.

Coordonnées :

Office des affaires francophones
<http://www.ofa.gov.on.ca/francais/>

L'Association française des municipalités de l'Ontario

L'Association française des municipalités de l'Ontario offre un forum pour les personnes élues siégeant aux conseils municipaux, aux employés et cadres des corporations municipales et elle maintient des liens avec les associations francophones et bilingues du Nouveau Brunswick, du Manitoba, du Québec et avec les autres provinces et territoires se préoccupant de la gestion municipale au Canada. L'Association offre un programme de formation et de développement professionnel à ses membres.

Coordonnées :

Association française des municipalités de l'Ontario
1173, chemin Cyrville, pièce 314A,
Ottawa, Ontario, K1J 7S6
Téléphone : (613) 749-8546
<http://www.afmo.on.ca/>

Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada

La Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada est porte-parole national et international des communautés minoritaires de langue française au

Canada. La FCFA du Canada assure la représentation politique, la promotion et l'appui au développement de ces communautés, en collaboration avec ses membres et ses partenaires. La vision à long terme de la FCFA du Canada est d'assurer que les communautés francophones et acadiennes du Canada soient reconnues pour leur inclusion, leur vitalité et leur contribution essentielle à l'évolution de la société canadienne et de la francophonie mondiale. Par son action, la FCFA vise à promouvoir la vitalité des communautés francophones et acadienne du Canada, autant au niveau national que sur la scène internationale; appuyer la promotion de la dualité linguistique d'un océan à l'autre; défendre les droits des Canadiens et Canadiennes de langue française vivant en situation minoritaire; resserrer les liens entre les communautés francophones en milieu minoritaire et le gouvernement du Québec, ainsi que la société civile québécoise; contribuer au renforcement de la capacité de ses membres à réaliser leurs missions respectives; et faciliter la concertation des organismes et des institutions de la francophonie.

Coordonnées :

Fédération des communautés francophones et acadienne

Place de la francophonie

450, rue Rideau, bureau 300,

Ottawa (Ontario) K1N5Z4

Téléphone: (613)241-7600

Courriel: fcfa@fcfa.franco.ca

<http://fcfa.ca>

Glossaire

Les définitions qui suivent sont une adaptation et une traduction du City of Toronto Task Force on Community Access & Equity: Glossary of Access and Equity Terms (1998-1999).

Accès

L'accès se définit comme ayant le droit, la possibilité ou la capacité d'atteindre, de pénétrer ou d'utiliser un établissement, un programme, un service ou du matériel, de visiter une personne ou des personnes, et de recevoir, de comprendre et d'utiliser des renseignements, des connaissances et des capacités. Il existe de nombreuses façons selon lesquelles les édifices, les programmes, les services et les possibilités peuvent être inaccessibles, par exemple, la structure physique, les communications, la signalisation et l'attitude. Ces obstacles limitent, restreignent ou empêchent l'accès.

Accessibilité

Mesure dans laquelle les services exigés et les possibilités sont disponibles et utilisés par des personnes de groupes divers. Certaines personnes trouvent difficile de participer pleinement dans leur collectivité sans une mesure d'adaptation quelconque. Les personnes qui ont des troubles d'audition, par exemple, trouvent difficile de participer à un forum communautaire si l'interprétation du langage gestuel n'est pas disponible. Il faut reconnaître, par contre, que les programmes, les services et les possibilités peuvent être inaccessibles d'autres façons. Les parents seuls et les parents qui gagnent un faible revenu, par exemple, peuvent avoir de la difficulté à participer à un événement si aucun service de garde d'enfants et de transport n'est offert.

Adaptation

L'élimination d'obstacles qui empêchent les gens d'accéder à un établissement, à un programme, à un service ou à obtenir des matériaux, et qui empêchent de participer pleinement à des activités importantes comme l'emploi et les loisirs. Le manque de mesures d'adaptation comprend non seulement l'accès physique, mais aussi les questions d'accessibilité sociale et économique. Si des mesures d'adaptation ne sont pas offertes lors d'un événement, par exemple, les membres de la communauté qui ont des troubles auditifs et visuels et ceux dont la langue première n'est pas le français risquent de ne pas avoir les moyens pour participer. Dans ce cas, la prestation de services de traduction et de ressources en braille constitueraient des mesures d'adaptation et favoriseraient

l'accès à l'événement pour ces membres de la communauté. De même, si on fournissait des services de garde d'enfants à l'événement en question, on permettrait aux parents seuls et aux parents à faible revenu d'assister à l'événement.

Obstacle

Une restriction qui empêche un particulier ou un groupe d'obtenir les services et les possibilités (semblables et appropriées) qui sont disponibles à d'autres. Une restriction peut être physique (par exemple, des escaliers), financière (par exemple, le besoin de services de garde d'enfants), comportementale (par exemple, la discrimination individuelle et systémique), sociale (par exemple, l'attitude et les normes générales) et géographique (par exemple, le transport inaccessible). Voir Discrimination – Discrimination systémique

Communauté

La communauté consiste en l'emplacement physique, le lieu où réside un groupe de particuliers qui sont assujettis aux mêmes lois. Une communauté peut aussi représenter un groupe de particuliers ayant des caractéristiques, des croyances, des valeurs et des intérêts communs (par exemple, une communauté fondée sur la foi). De plus, une communauté peut se composer de personnes qui vivent des expériences semblables et qui ont des besoins communs (par exemple, le besoin de mesures d'adaptation communes et une expérience de racisme). Cependant, la clé de toute « communauté » est le sentiment d'appartenance ou d'attachement qu'ont des personnes l'une pour l'autre et pour leur environnement.

Culture

La culture compte plus de 200 définitions et a beaucoup de significations. Elle peut représenter la façon selon laquelle des groupes de personnes ont appris ou ont dû vivre certaines expériences historiques ensemble, et comprendre des idées, des croyances, des valeurs, des connaissances, l'historique, la géographie, la langue, la race, la religion, l'ethnicité et les traditions sociales. La culture consiste en l'organisation dynamique et complexe de la signification, des connaissances, des artefacts et des symboles qui guident le comportement humain, expliquent la façon collective de penser et d'agir et contribuent à la survie physique, humaine et sociale. La culture est transmise, renforcée et passée d'une génération à l'autre et change constamment.

Invalidité

Différents degrés de capacité d'une personne à fonctionner sur le plan physique, cognitif ou émotionnel. L'invalidité peut se manifester à la naissance ou être acquise à tout moment de la vie (par exemple, comme conséquence de blessure ou de maladie). Il peut être possible de compenser pour l'invalidité d'une personne par l'utilisation d'appareils et d'accessoires fonctionnels et par conséquent, la personne handicapée peut être en mesure de participer pleinement, ou dans une certaine mesure, dans sa communauté. D'ailleurs, l'incapacité à accéder aux technologies d'appareils et d'accessoires fonctionnels peut réduire la participation. Voir aussi Handicap.

Discrimination.

Le refus d'accorder un traitement égal, des libertés civiles et des possibilités, le traitement injuste de personnes et de groupes, ce qui résulte en la subordination et en la privation de droits politiques, sociaux et économiques en matière d'éducation, de mesures d'adaptation, de soins de santé, d'emploi et d'accès à d'autres biens, services et établissements. La discrimination peut être fondée sur la race, la nationalité, l'ethnicité, le sexe, l'orientation sexuelle, l'âge, l'affiliation religieuse ou politique, la situation de famille et la capacité physique ou intellectuelle. Elle est souvent invisible à ceux qui ne sont pas les cibles. Il existe trois types de discrimination, notamment :

1. Discrimination intentionnelle : Accord ou enlèvement de droits à certains groupes ou à certaines personnes.
2. Traitement inégal : Traitement différent d'un groupe comparativement à un autre en raison de certaines caractéristiques (par exemple, le salaire accordé à des femmes est inférieur à celui des hommes, pour un travail de valeur égale).
3. Discrimination systémique : Politiques, procédures et pratiques institutionnelles, faisant partie du fonctionnement d'institutions établies, qui résultent en l'exclusion ou la promotion de groupes de personnes particulières. Elle diffère de la discrimination intentionnelle de sorte qu'elle n'est pas fondée sur des intentions individuelles, mais elle est ancrée dans les systèmes et peut exercer un impact sur tous les membres d'un groupe. Au Canada, par exemple, les professionnels formés à l'étranger doivent souvent remplir le fardeau des exigences avant d'être en mesure de pratiquer au Canada. La politique peut mener des personnes qualifiées et leur famille à être marginalisées sur les plans économique et social.

Diversité

De façon générale, la diversité représente les caractéristiques uniques et différentes qui existent chez les particuliers et les groupes au sein d'une communauté. Même si nous avons des éléments communs, il est important de reconnaître que les groupes et les particuliers présentent des différences qui sont visibles et invisibles. Ces différences forment et exercent un impacte considérable sur les expériences et les attentes des individus et des groupes dans toute situation.

La diversité est comprise de façon générale en terme de dimensions qui comprennent, mais sans s'y limiter, la race, l'âge, le lieu d'origine, la religion, les ancêtres, la couleur de la peau, la citoyenneté, le sexe, l'orientation sexuelle, l'origine ethnique, la capacité ou l'incapacité, la situation de famille, le fait d'être parent seul ou en couple, la situation de conjoint de même sexe, les croyances, le niveau de scolarité, le niveau d'alphabétisation, le lieu géographique, le revenu, les traditions culturelles et l'expérience de travail. Le fait d'accueillir la diversité fait état de la reconnaissance et du respect des différences, mais aussi de la reconnaissance de la valeur de chaque personne et de sa valeur pour sa communauté et la société en général.

Équité

L'équité fait état du droit de chaque personne à une juste part des biens et services dans la société. Cependant, le traitement égal ne garantit pas nécessairement l'égalité des résultats. Pour créer de l'équité, il faut parfois accorder un traitement différent à certaines personnes pour qu'elles soient en mesure de postuler pour un emploi, d'obtenir de l'éducation ou d'accéder à d'autres programmes et services.

Groupe ethno-culturel

Une communauté se fonde sur un héritage, une culture et une langue. Un groupe humain réunit par des liens culturels homogènes, qui est loyal et conforme à certaines institutions fondamentales comme la structure familiale, la religion et la langue. Les gens ont souvent tendance à supposer que le terme est réservé à ceux qui ne font pas partie du groupe ethno-culturel dominant (par exemple, les chrétiens de race blanche qui sont nés au Canada et qui parlent l'Anglais). Par contre, toutes les personnes appartiennent à au moins un groupe ethno-culturel. « Ethnoracial » et « Ethnospcifique » sont des termes connexes. Voir aussi Ethnicité et Race.

Ethnicité

Les croyances et les traditions nombreuses et diverses, ainsi que le comportement d'un groupe de personnes ayant une origine linguistique, historique, nationale, géographique, religieuse et culturelle particulière. La « diversité ethnique » signifie la variété des similarités et des différences qui existent entre les groupes et fait allusion au nombre de ces groupes au sein d'une société ou d'une nation. Au Canada, le terme ethnicité est souvent utilisé pour décrire l'origine territoriale d'immigrants ou des ancêtres d'une personne avant qu'elle immigré au pays.

Handicap

Un terme lié au mot invalidité, un handicap se manifeste lorsque l'invalidité d'une personne l'empêche de participer pleinement dans sa communauté ou représente un sérieux obstacle à ses tentatives. La plupart des handicaps peuvent être réduits ou même éliminés au moyen de technologies d'appareils et d'accessoires fonctionnels. Par contre, beaucoup de personnes sont « handicapés » inutilement car elles ne sont pas capables d'accéder à des technologies d'appareils et d'accessoires fonctionnels en raison du coût élevé de l'équipement et des aménagements à la maison et au travail.

Note : En anglais, le terme « handicapped » est souvent utilisé pour décrire des personnes ayant des capacités ou des incapacités diverses, mais il n'est pas considéré comme terme favorable.

Les personnes ayant diverses capacités préfèrent les termes « invalidité » et « ayant des capacités différentes ».

Inclusivité

Les principes de l'inclusivité entendent une reconnaissance éprouvée que la société n'est pas homogène et que la perception de la diversité est enrichissante plutôt qu'un problème. Elle sous-entend que si les idées et les pratiques sont fondées sur les normes de la culture ou de la société dominante, certains membres de la société connaîtront des expériences d'exclusion et de discrimination. L'inclusivité dans un contexte organisationnel comporte un processus stratégique visant à éliminer les obstacles et à apporter des changements, et tient compte du fait que beaucoup de personnes n'ont pas accès aux services, aux emplois et aux positions de leadership en raison de facteurs sociétaux et systémiques au lieu de lacunes personnelles. Le processus comprend la participation active et significative des personnes qui représentent les groupes divers au sein d'une communauté.

Marginalisation

La position de certaines personnes ou de certains groupes qui n'ont pas accès ou un accès égal, et qui ne peuvent pas participer pleinement, aux institutions sociales, économiques, culturelles et politiques de la société. La marginalisation peut se manifester en conséquence d'un facteur particulier ou de plusieurs facteurs combinés. Les facteurs peuvent comprendre, mais sans s'y limiter, la pauvreté, la discrimination, le manque d'éducation et de formation, l'emplacement géographique ou sociétal défavorable. Les travailleurs marginalisés, par exemple, sont ceux qui travaillent selon un contrat à court terme, qui gagnent un revenu faible et qui ont ni une assurance-maladie ni tout autre avantage social, ont peu de possibilités de développer leurs capacités et d'avancer et ceux qui se trouvent régulièrement au chômage. En revanche, le monde général comprend ceux qui ont un emploi stable et sûr, qui gagnent un salaire suffisant et qui ont une assurance-maladie et d'autres avantages sociaux. Par ailleurs, les personnes dans le marché du travail général bénéficient de possibilités de perfectionnement professionnel et peuvent avancer dans leur carrière. Voir aussi Lieu social.

Groupe majoritaire

Le groupe au sein d'une société qui a la plus grande représentation et qui contrôle les principales institutions économiques, sociales, politiques et éducationnelles. La position sociale et le pouvoir de ceux qui font partie du groupe majoritaire sont généralement supérieurs à ceux des groupes minoritaires. Voir aussi Groupe minoritaire et Minorité visible

Groupe minoritaire

Le terme fait allusion à un groupe de personnes au sein d'une société dont le nombre est inférieur à celui d'un autre groupe et qui a un accès réduit ou qui n'a pas accès aux autorités sociales, économiques, politiques, culturelles ou religieuses en raison d'une question liée à l'ethnicité, la race, le revenu, le sexe, l'invalidité, la foi ou d'autres facteurs. Les membres des groupes minoritaires sont souvent soumis à une situation sociale réduite. Voir aussi Groupe majoritaire et Minorité visible

Multiculturalisme

Une notion qui fait état de la composition variée du Canada en ce qui concerne sa diversité culturelle, ethnique et raciale. D'ailleurs, le multiculturalisme renferme une idéologie selon laquelle la diversité raciale, culturelle, religieuse et linguistique font partie intégrante de la société et de l'identité canadienne et sont bénéfiques et nécessaires pour les Canadiens.

Oppression

L'oppression se manifeste lorsqu'un groupe (ou des groupes) de personnes utilisent une ou plusieurs formes de pouvoir afin d'étouffer un autre groupes (ou d'autres groupes) afin d'assurer ou d'améliorer leur position économique ou sociale. L'oppression peut être officielles (par exemple, par l'utilisation de la police ou d'autres autorités pour réprimer un groupe de personnes) ou non officielles dans des institutions sociales, des liens sociaux et des groupes de la vie quotidienne.

Pouvoir

Consiste en le contrôle des structures sociales, éducationnelles, politiques et économiques, ou en la capacité à les accéder, à les influencer ou à les manipuler. L'emplacement du pouvoir à un moment donné est le résultat direct des événements historiques, sociaux, économiques et politiques. Avec le pouvoir, on a des privilèges, par exemple, la capacité à répondre aux besoins et aux désirs de certains avant ceux d'autres.

Préjugé

Un état intellectuel ou une attitude qui comporte un jugement (généralement défavorable) contre une personne ou un groupe, suivant des caractéristiques qui ont été attribuées faussement ou incorrectement à la personne ou au groupe. Voir aussi Stéréotype.

Race

Une façon de classer des personnes selon leur origine ancestrale. Elle se fonde sur les différences dans les caractéristiques physiques comme la couleur de la peau, la texture des cheveux, le statut et les traits du visage.

Racisme

Un système par lequel une personne ou un groupe de personnes exercent une autorité sur une autre personne ou un autre groupe en raison de la couleur de leur peau et de leur origine ancestrale.

Il se fonde sur la croyance erronée qu'un groupe racial ou ethnique est meilleur, plus apte et supérieur à un autre comme il a été déterminé par les facteurs héréditaires. Le racisme constitue un obstacle qui peut faire partie de nos institutions et systèmes sociaux, politiques et économiques. Les exigences inutiles fondées sur la hauteur et le poids, par exemple, et le critère d'expérience canadienne peuvent empêcher certains groupes minoritaires de race d'obtenir un emploi.

Emplacement social

Les préjugés et les croyances qu'ont des personnes en conséquence de leur « emplacement » suivant plusieurs dimensions. L'âge, le sexe, l'orientation sexuelle, le niveau de scolarité, le revenu, la situation de famille, la situation de parent seul ou en couple, le lieu d'origine, l'origine ancestrale, la religion, la couleur de la peau, la citoyenneté, l'origine ethnique, l'invalidité, les croyances, le niveau d'alphabétisation, le lieu géographique, les traditions culturelles et l'expérience de travail informent leur vision unique du monde.

Stéréotype

Une conception généralisée d'un groupe de personnes qui résulte en la catégorisation consciente ou inconsciente de chaque membre du groupe, sans égard pour les différences individuelles. Le fait de stéréotyper consiste à avoir une idée simpliste d'un groupe, qui néglige les différences individuelles et la diversité au sein du groupe.

Minorité raciale

Un terme utilisé pour désigner les personnes qui sont visiblement différentes des membres de la culture majoritaire; en général, il fait allusion à des traits de race. Les termes « minorité visibles » et « personne de couleur » sont également utilisés. En outre, on utilise le terme minorité raciale pour classer des personnes aux fins des programmes d'équité en emploi. Dans ce contexte, les groupes faisant partie des minorités visibles comprennent les Noirs, les Indiens, les Pakistanais, les Chinois, les Coréens, les Japonais, les Asiatiques du Sud, les Philippins et d'autres étrangers des îles du Pacifique, les Asiatiques de l'Ouest, les latino-américains, les Autochtones et nombre d'autres étrangers. Voir aussi Groupe majoritaire et Groupe minoritaire.

Bibliographie

The DisAbled Women's Network Ontario (DAWN), « Access Checklist », Internet : http://dawn.thot.net/accessible_meetings.html, consulté en mars 2004.

« Anti-Racism, Access Equity Policy and Guidelines, City of Toronto Grants Policy », adoptés par le conseil municipal en décembre 1998, Toronto, Ontario.

Bishop, Anne. « Becoming an Ally: Breaking the Cycle of Oppression », Halifax, Nouvelle-Écosse, Fernwood Publishing, 1994.

Building Inclusive Communities, document d'atelier présenté par Janet Gasparini, National Coalition Building Institute (NCBI), à la conférence intitulée Healthy People, Healthy Places Conference à Sudbury, Ontario, 14 juin 2001.

Khedr, Rabia. Building Inclusive Communities Tip Tool: How to Ensure that Your Organization Includes Every-one, Toronto, Ontario, Ethno Racial People with Disabilities Coalition of Ontario, 2003.

Canadian Heritage, Internet : <http://www.canadianheritage.gc.ca>, consulté en mai 2001.
Cultural Competence Workshop for Service Providers in York Region, présenté par Gloria Murrant et Douglas Stewart, Newmarket, Ontario, 28 avril 2003.

Diversity at the City of Toronto, par Tim Rees, présentation au forum Communicating Environmental Messages in a Diverse Society du Sustainability Network, Toronto, Ontario, 2001.

Ali, Shaheen. « A Guide to Anti-Racism Organizational Change in the Health and Mental Health Sector », Across Boundaries, Toronto, Ontario, septembre 1997.

« Handbook on Cross-Cultural Counselling », Multicultural Association of Nova Scotia, Halifax, Nouvelle-Écosse, 1995.

Shookner, Malcolm. « Une optique d'inclusion : cahier d'exercices pour un regard sur l'exclusion et l'inclusion socio-économiques », Social Inclusion Reference Group, Agence de santé publique du Canada, région de l'Atlantique de Santé Canada, Halifax, Nouvelle-Écosse, juin 2002.

« Inclusivity Organizational Change Overview », Coalition for an Inclusive Community, United Way of London and Middlesex, 2001.

Involve Youth: A Guide to Involving Youth in Decision-making, "Introduction", site Web de Toronto : <http://www.city.toronto.on.ca/involveyouth/index.htm>, consulté en janvier 2004.

« JPPC Anti-Racism Organizational Change Self-Assessment Tool », Joint Policy and Planning Committee, Ontario Hospitals Anti-Racism Task Force (partenariat entre le ministère de la Santé de l'Ontario et l'Association des hôpitaux de l'Ontario), Ontario, mai 1996.

« JPPC Anti-Racism Policy Guidelines », Joint Policy and Planning Committee, Ontario Hospitals Anti-Racism Task Force (partenariat entre le ministère de la Santé de l'Ontario et l'Association des hôpitaux de l'Ontario), Ontario, mai 1996.

Making the Business Case for Inclusion, atelier présenté par Gerald Parker lors de la conférence intitulée Inclusive Design Conference, Beyond Ability International, Kitchener, Ontario, octobre 2003.

Amadahy, Zainab. « Organizational Change Involving Equity and Diversity: Issues Raised in Key Informant Interviews and Researcher Observations », site Web de Community Arts Ontario : <http://www.artsonline.ca/2ndPages/Mapping/orgChange.shtml>, consulté en mai 2004.

Kwasi Kafele, Paul. « Outreach and the African Canadian Community », Jamaican Canadian Association, Toronto, Ontario, date inconnue.

« Responding to Opposition », site Web de la Society for Human Resource Management (SHRM) : <http://www.shrm.org/diversity>, consulté en février 2003.

« What If Your Diversity Initiative is Unsuccessful? », site Web de la SHRM : <http://www.shrm.org/diversity>, consulté en février 2003.

What Is the Value of Diversity Training?, présentation mise au point par Lawrence Baytos, auteur de *Designing and Implementing Successful Diversity Initiatives* (Prentice-Hall & SHRM: 1995), et Ann Perkins Delatte, directrice de l'éducation à Diversity Consultants, Inc. à Atlanta, GA, site Web de la SHRM : <http://www.shrm.org/diversity>, consulté en février 2003.

Why Diversity?, présentation par Paul Kwasi Kafele au York Support Network, Ontario, 2001.

Pour l'adaptation au français :

« Deuxième Rapport sur la santé des francophones en Ontario ». Louise Picard et Gratien Allaire (dir.). Sudbury and District Health Unit, Public Health Research, Education & Development (PHRED) et Institut franco-ontarien (IFO), 2005.

« Instruments de communication et d'informations pour le développement économique communautaire et l'inclusion sociale : Indicateurs socioéconomiques et cartographie. » Daniel Champagne, Réseau canadien de développement économique communautaire, Septembre 2005. (http://www.ccednet-rcdec.ca/fr/docs/rpadc/RPADC-Indicateurs_cartograp.pdf)

« Les femmes francophones en Ontario. Profil Statistique ». Office des affaires francophones, gouvernement de l'Ontario, 2005.

« Les francophones en Ontario. Profil Statistique (profil général) ». Office des affaires francophones, gouvernement de l'Ontario, 2005.

« Les jeunes francophones en Ontario. Profil Statistique ». Office des affaires francophones, gouvernement de l'Ontario, 2005.

« Les minorités raciales francophones en Ontario. Profil Statistique ». Office des affaires francophones, gouvernement de l'Ontario, 2005.

« Les personnes âgées francophones en Ontario. Profil Statistique ». Office des affaires francophones, gouvernement de l'Ontario, 2005.

« L'inclusion sociale et le développement économique communautaire. Recension des écrits ». Michael Toye et Jennifer Infanti, Réseau Canadien de développement économique communautaire, 2004. (http://www.ccednet-rdec.ca/fr/docs/rpadc/PCCDLN_20040803_RecensionH.pdf, consulté le 15 mars, 2006).

« *Une optique d'inclusion : Cahier d'exercices pour un regard sur l'exclusion et l'inclusion socio-économiques* ». Préparé par Malcolm Shookner, du Population Health Research Unit de l'Université Dalhousie, pour la Direction générale de la santé de la population et de la santé publique, Région de l'Atlantique, Santé Canada, 2002.